

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 352 du 09.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 René Naba : "George Bush passera dans l'histoire comme le pire président des Etats-Unis de l'histoire moderne"

3 Dossier

3-1 Point de vue d'Anne Penketh : Gaza est "sur le point d'exploser", prévient l'ONU.

3-2 Point de vue de Julien Salingue: [Mahmoud Abbas et Salam Fayyad s'occupent de tout : « You can do business in Palestine ».](#)

3-3 Point de vue de Meron Benvenisti : Qui a Gagné, Qui a perdu ?

3-4 Point de vue de Ahmed Loutfi - Aliaa Al-Korachi : Hamas, vers de nouvelles perspectives ?

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Sami Abdel-Shafi : Un peuple étranglé

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 USA: Des officiels de haut rang mettent en garde contre une terreur fabriquée.

5-2 Retour sur... Le développement du mouvement national avant la Première Intifada. (Julien Salingue)

5-3 Gadi Algazi : La Cisjordanie, nouveau « Far Est » du capitalisme israélien.

5-4 Analyse du CPI : Les déclarations de Rice indiquent l'échec des négociations et que le rôle américain est sécuritaire.

5-5 Analyse de Michel Bôle-Richard : 'Le Quartet accentue sa pression sur Israël ...

5-6 Akiva Eldar : Bil'in : la Haute cour a exigé un nouveau tracé du mur, l'armée n'a toujours rien fait.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 René Naba : « George Bush passera dans l'histoire comme le pire président des Etats-Unis de l'histoire moderne

Vendredi 2 mai 2008

Nous poursuivons notre série d'entretiens avec René Naba qui revient sur OummaTV sur les foyers de tension au sein du monde arabe : Irak, Liban Palestine. Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, René Naba est notamment l'auteur de « Liban : chroniques d'un pays en sursis » aux éditions du Cygne, janvier 2008.

René Naba sur Oumma tv : [Lien vers la vidéo](#) :

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Rene_Naba.020508.htm

Source : Oumme.com

<http://oumma.com/...>

1-2 Le Hamas

Préface de Dominique Vidal Khaled Hroub

Traduit de l'anglais par Laurence Decréau

Demopolis 240 pages, Paris, Avril 2008

On ne parle que du Hamas depuis que le mouvement islamiste a gagné les élections législatives en janvier 2006, au détriment d'un Fatah déphasé après les échecs des négociations de Camp David en 2000, la seconde Intifada et la mort de Yasser Arafat. Ayant pris la tête du gouvernement à dominante islamiste, puis, en avril 2007, d'un gouvernement d'union nationale avec son rival, le Hamas a fini par s'emparer violemment de tout le pouvoir à Gaza en juin 2007. Bien que placé sous les feux de l'actualité palestinienne et alors que sa percée s'inscrit dans une vague régionale, le mouvement de résistance, qui figure plus que jamais sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, des Etats-Unis et d'Israël, n'a pas suscité, jusqu'ici, de livre de fond.

Comme l'écrit Dominique Vidal, historien et journaliste, dans sa préface, « le mouvement a progressivement plongé ses racines au plus profond de la société palestinienne ». Né sur les décombres de 40 ans de frustrations palestiniennes, en 1987, lors de la première Intifada, créé par le Cheikh Ahmed Yassine mort assassiné depuis, le « mouvement de résistance islamique » s'inspire des Frères musulmans dont il est issu afin de mener un combat nationaliste et religieux pour la libération de la Palestine. On retient, à juste titre, les attentats-kamikazes dont le mouvement s'est rendu coupable en Israël, son refus de négocier avec ce dernier et les atteintes aux libertés auxquelles il se livre à Gaza contre ses adversaires.

Mais, comme l'explique l'intellectuel palestinien Khaled Hroub dans son ouvrage du même nom, le Hamas ne se réduit pas, loin de là, à ces seules dimensions. Historiquement, politiquement, culturellement, religieusement et socialement, c'est à la fois le principal mouvement islamiste palestinien mais surtout une formidable alternative aux failles du Fatah, décrédibilisé par son échec stratégique, sa gestion corrompue et son absence de vie démocratique interne.

Le Hamas était idéologiquement le mieux placé pour faire face à l'impasse des accords, processus de paix devenu processus d'occupation : doublement du nombre de colons, désarabisation de Jérusalem-est, transformation de la Cisjordanie en bantoustans, multiplication des check-points, incursions israéliennes et contrôle effectif des Territoires face à une Autorité palestinienne impuissante.

Très présent sur le terrain social local depuis 20 ans, le Hamas - même si, comme l'écrit l'auteur, « il ne souhaitait pas gagner les élections » - a dû faire face à ses responsabilités à l'annonce des élections. Au lieu de négocier avec le vainqueur des premières élections démocratiques réalisées dans un pays arabe du Proche-Orient, l'Occident a imposé des sanctions à une population déjà frappée pour moitié par le chômage et vivant aux deux tiers avec moins de deux dollars par jour. L'instauration d'un gouvernement d'unité nationale s'inscrivant

explicitement dans la perspective de deux Etats n'y a rien fait : l'embargo des Etats-Unis et de l'Europe a accéléré la radicalisation des éléments islamistes. En « punissant » les Palestiniens, l'Occident les a poussés un peu plus dans les bras de l'aile la plus radicale du Hamas.

Sur le fond, le livre revient dans un jeu de questions-réponses sur la structure, l'idéologie, la stratégie, les soutiens, les attentats kamikazes, l'enracinement progressif du Hamas dans l'histoire et le présent de la société palestinienne. Khaled Hroub a rencontré et interviewé les principaux dirigeants du mouvement pour mener son enquête et écrire son livre. C'est déjà une gageure.

Résumer le contenu du livre en quelques lignes est impossible et des choix s'imposent. Hroub commence par évoquer la Charte du mouvement, rédigée en 1988, et dont les dirigeants se sont petit à petit éloignés ; il revient sur les éléments les plus dérangeants du corpus idéologique du Hamas, à savoir la légitimité d'Israël, la conspiration faite contre les Arabes lors de la création de l'Etat hébreu en 1948, le caractère religieux du combat nationaliste. L'auteur revient ensuite sur ce qui fâche : le présumé antisémite du mouvement, le présumé anti-sionisme de ce dernier, l'avenir de la présence juive au Proche-Orient.

Hroub ne manque pas de signaler que le Hamas reste délibérément flou sur certains aspects des rapports entre Juifs et Musulmans, entre Israéliens et Palestiniens. Et évidemment sur la question de la reconnaissance d'Israël, clé de l'affaire. Ce n'est pas « inenvisageable » selon lui. Parce que « le pragmatisme et le réalisme dont font preuve ce mouvement face aux problèmes laisse la porte ouverte à un tel dénouement ». C'est peut être aller vite en besogne mais « il faudrait [quand même] que le climat se prêt à un pas aussi décisif ». On en est loin autant pour Israël que pour la Palestine. Longuement, Hroub démontre brillamment l'évolution « pragmatique » du Hamas entre 1988 et 2008, sa place dans le cœur meurtri des Palestiniens et dans le cœur blessé des Arabes. Et vingt années de lutte, cela compte.

Voilà pour le présent. Mais quel sera l'avenir dans la bande de Gaza du Hamas et la Cisjordanie du Fatah... Et du Hamas ? Quel est l'avenir des relations du Hamas avec le monde arabe ? Avec l'Occident ? Difficile de le dire comme toujours au Proche-Orient. Tout peut basculer d'un jour à l'autre. Interrogeant une personne à Gaza sur les raisons de son vote pour le Hamas, il obtint cette réponse « Quand je vote pour le Hamas, je vote pour Allah ».

Est-ce à dire que la prochaine étape, après la prise de Gaza par Haniyeh, sera l'implantation radicale et dangereuse d'Al Qaïda ? L'auteur ne cache pas sa crainte, même si le Hamas veille. C'est dire qu'il lui faut se normaliser, et passer du statut de mouvement de résistance ne reculant pas devant des méthodes terroristes (c'est à dire ciblant des civils innocents) à celui de mouvement politique « fréquentable ». On rachète tout le monde dans le monde d'aujourd'hui. Mouammar Kadhafi le sait bien. Alors, pour rassurer, s'il le peut, le Hamas a tendance – mais est-il crédible ? - à répéter : « We are Erdogan, not Taliban ». Un Hamas plutôt tendance Erdogan, du nom du premier ministre turc « islamo-démocrate conservateur », comme on dit à Ankara, que tendance « Fous de Dieu » comme à Kaboul.

Beaucoup d'incertitudes subsistent, l'auteur le reconnaît. Mais laissons lui le mot de la fin : « Les différences entre ces deux mouvements sont considérables, jusque dans leur nature. C'est pour cette raison que le Hamas tient absolument à garder ses distances avec Al Qaïda et ne veut surtout pas s'engager dans une coopération ».

A la bataille mondiale de l'organisation d'Oussama Ben Laden, terrorisme inclus, contre les nouveaux croisés de l'Occident, le Hamas oppose une lutte visant à rendre un territoire aux Palestiniens, un pays à part entière où ils puissent vivre libres. Et l'on ne compte plus les déclarations de ses dirigeants, Ismaïl Haniyeh en tête, selon lesquelles ce territoire pourrait se trouver aux côtés d'Israël, et non prendre sa place... Encore faut-il que s'ouvre l'espace d'un dialogue politique, auquel Khaled Hroub, avec son livre, entend contribuer avec conviction, sans préjugés et en respectant le recul nécessaire face à l'actualité.

Khaled Hroub est né dans un camp de réfugiés palestiniens à proximité de Bethléem. Universitaire et journaliste, il dirige le programme d'études des médias arabes de l'Université de Cambridge, en Grande-Bretagne. Il écrit ponctuellement dans les colonnes de *Al Hayat*, *Herald Tribune*, *Middle-East Journal* et la *Revue d'Etudes Palestiniennes* et est membre du *Queen's college* à Oxford.

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue d'Anne Penketh : Gaza est "sur le point d'exploser", prévient l'ONU.

Le plus important fonctionnaire de l'ONU dans ce territoire a prévenu que Gaza est proche d'atteindre le "point d'explosion" qui pourrait conduire à une nouvelle "évasion" de la part de la population palestinienne désespérée, piégée par le blocus économique israélien. En janvier dernier, des milliers de Palestiniens avaient défilé à la frontière avec l'Egypte après avoir ouvert une brèche dans la clôture frontalière, afin d'acheter les biens de consommation de base qu'ils ne pouvaient plus obtenir dans la Bande de Gaza. John Ging, le chef de l'UNRWA à Gaza, qui apporte un soutien aux réfugiés palestiniens, a déclaré hier que la brèche de janvier dernier "avait été prédite, mais on ne s'est pas occupé des causes". Maintenant, dit-il, "la pression monte à nouveau et elle est proche du point d'explosion".

Dans un témoignage par liaison vidéo à la Commission au Développement International du parlement britannique, M. Ging a dit que le problème principal était l'accès pour entrer et sortir de Gaza.

Décrivant les conditions humanitaires de Gaza comme "choquantes" et "honteuses" à cause du manque de produits de base, il a dit que les fermetures imposées depuis juin dernier, lorsque le Hamas a pris le contrôle de ce territoire, avaient un "effet dévastateur" sur la population civile. Israël ne permet qu'à des quantités minimales de nourriture, de médicaments et de carburant de passer sans entraves aux points de passage, tandis que les livraisons d'essence et de fuel ont été complètement stoppées le mois dernier à la suite d'une attaque par des militants palestiniens sur un terminal de carburant, où deux travailleurs israéliens ont été tués.

L'ONU a été obligée, pour la première fois à la fin de la semaine dernière, de cesser temporairement la distribution de nourriture à près de 800.000 Palestiniens à Gaza, en conséquence des pénuries de carburant qui ont eu des implications sur l'approvisionnement en électricité et en eau et sur le traitement des eaux usées. M. Ging a dit que la "question numéro un" était l'accès aux articles non-alimentaires et non-médicamenteux. Les approvisionnements en ciment et en acier, et même les articles pour imprimer les livres d'école, sont sujets à une procédure ralentie par Israël qui évoque des raisons de sécurité. M. Ging, qui a rencontré mardi l'envoyé au Proche-Orient, Tony Blair, a fait remarquer que "le projet chéri" de l'ancien Premier ministre, une usine de traitement de l'eau à Gaza, était au point mort parce que les matériaux de construction n'ont pas reçu l'autorisation de passer.

S'adressant à la même session de la commission, Adam Leach, le directeur régional d'Oxfam, a dit que la réponse de la communauté internationale avait été "totalement inadéquate", alors qu'elle n'avait pas réussi à prendre les décisions "fermes" nécessaires pour supprimer le mouvement de restrictions et pour assurer l'ouverture des points de passage.

On s'attend à ce qu'Israël subisse des pressions internationales sur la question de l'accès des Palestiniens vers et hors de Gaza et à l'intérieur de la Cisjordanie, lors d'une série de réunions sur l'économie palestinienne impliquant la communauté des donateurs, se déroulant à Londres les 1er et 2 mai. Le gouvernement israélien dit que ces restrictions sont nécessaires à cause du risque d'attaques contre Israël par les partisans. Cependant, M. Ging a déclaré qu'à Gaza "cette approche n'avait pas marché. Elle n'a pas dissuadé ceux qui tirent des roquettes, mais elle a anéanti la population".

Il a été rapporté mercredi que douze petites factions palestiniennes, dont le Jihad Islamique, avaient accepté un cessez-le-feu avec Israël, à commencer par la Bande de Gaza, après des pourparlers arbitrés par les Egyptiens. Cependant, Israël est resté sceptique sur le cessez-le-feu et a rejeté la semaine dernière la proposition du Hamas d'une trêve de six mois à Gaza, de crainte que les partisans islamiques utilisent cette période pour se réarmer. Hier, un avion de guerre israélien a attaqué une fonderie de métal à Rafah, à la frontière entre Gaza et l'Egypte, tuant un chef local du Jihad Islamique et blessant trois personnes.

La parlementaire [britannique] Sarah Teather (du Parti Libéral-Démocrate), qui était à Gaza la semaine dernière, a décrit hier comment une délégation de quatre députés britanniques avait dû chercher refuge dans les toilettes du poste frontière d'Eretz après qu'une roquette palestinienne a atterri à proximité du bâtiment. Elle a dit qu'elle était "réellement indignée" par les conditions à Gaza.

Anne Penketh

rédactrice en chef - Diplomatie

The Independent, jeudi 1er mai 2008

Traduction [JFG-QuestionsCritiques]

Sources [Questions critiques](#)

Posté par Adriana Evangelizt

http://questionscritiques.free.fr/edito/Independent/Anne_Penketh/Gaza_Israel_blocus_010508.htm

3-2 Point de vue de Julien Salingue : [Mahmoud Abbas et Salam Fayyad s'occupent de tout : « You can do business in Palestine ».](#)

« Abbas, Fayyad, Masri et les autres s'en fichent que l'occupation continue.

Ils veulent que de l'argent arrive, toujours plus d'argent.

Cela ne changera rien à l'occupation.

C'est même pire : cela donne l'impression, à l'étranger, qu'elle est terminée ».

Comment ?

La réponse figure dans la brochure : « La Palestine ouvre ses portes à [tous ceux qui sont prêts à offrir] leur contribution et leur soutien à l'effort de développement en Palestine ». *En d'autres termes, l'objectif des initiateurs de la conférence est l'intégration de l'économie palestinienne à l'économie mondialisée, son ouverture au capitalisme néo-libéral. Et ils ont pour cela l'appui total du gouvernement Fayyad qui ne se contente pas de participer à l'organisation de la PIC. Par exemple, le Premier Ministre est en train de mettre la dernière main à une modification de la loi sur l'investissement, qui date de 1998. C'est ainsi, entre autres, que la durée des exonérations d'impôts pour les entreprises qui investissent va être allongée*¹³. *Le Parlement ne se réunissant plus, seule la signature de Mahmoud Abbas est nécessaire pour que les amendements soient validés.*

Plus qu'un « partenariat » entre le secteur public et le secteur privé, il y a donc une véritable alliance entre le gouvernement Fayyad et les principaux businessmen palestiniens... Doit-on s'en étonner, lorsque l'on sait que Kamal Hassounah, le Ministre de l'Economie, était encore il y a peu Vice-président de la Palestinian Businessmen Association ? Lors d'un entretien en mars 2007, avant qu'il ne devienne Ministre, il m'expliquait que l'Autorité Palestinienne ne tenait pas suffisamment compte des préoccupations des grands groupes privés. Sans doute les

choses ont-elles changé depuis l'arrivée de Salam Fayyad... Doit-on en être surpris, lorsque l'on sait que Fayyad lui-même est un ancien haut fonctionnaire de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International? Une Banque Mondiale qui doit être satisfaite de son ancien élève, elle qui déclarait récemment, par la voix de David Craig, chargé de la Cisjordanie et de Gaza, que « la Banque Mondiale croit que le secteur privé est la force nécessaire pour conduire une croissance économique durable en Cisjordanie et à Gaza »¹⁴.

« A chacun ses priorités » (Kamal, du camp de réfugiés de Beit Jebrin)

Le 28 avril dernier, on a appris que les services de sécurité palestiniens avaient découvert une cache d'armes à Béthléem¹⁵.

Le responsable des Renseignements pour la Zone de Béthléem a convoqué la presse et exposé les armes saisies, se félicitant de la prise et sous-entendant qu'elles étaient « i Il exprime de la sorte un sentiment diffus dans la population, qui n'a aucun doute sur le fait que le Président et le Premier Ministre ont des préoccupations bien différentes des leurs et des amis qui ne sont pas du monde que le leur.

Une population qui a vu des milliards d'euros et de dollars affluer dans les territoires palestiniens depuis de longues années et qui a parallèlement vu son niveau de vie se dégrader.

Une population qui vit dans la précarité et dans le manque permanent et qui apprend que les 250 chambres de l'Hôtel Intercontinental (5 étoiles, 200 euros la nuit en moyenne), propriété de Munib al-Masri, situé à quelques dizaines de mètres des camps de réfugiés d'Aïda et de Beit Jebrin, sont réservées depuis plusieurs semaines pour la Conférence.

Une population qui peut lire dans la presse que l'objectif de la Conférence est de réunir 1.5 milliards de dollars de promesses d'investissement, mais qui apprend déjà que 300 millions seront consacrés à construire 10 000 nouvelles chambres d'hôtels à Béthléem¹⁷. Une population qui, enfin, est ravie de savoir que les transports et les passages aux checkpoints seront facilités... pour les participants à la Conférence.

Certains parlent déjà de tenter de perturber le déroulement de la « fête »¹⁸.

Et ce ne sont pas les récentes déclarations du « PDG » Hassan Abu Libdah qui vont apaiser leur colère. Lors d'une récente conférence de presse un journaliste lui a demandé si les investisseurs israéliens étaient conviés à la Conférence. Il a alors tout naturellement repris la formule de Salam Fayyad : « Le monde entier est invité »¹⁹.

Julien Salingue

Notes

1 <http://www.pic-palestine.ps/>

2 La Padico (Palestinian Development and Investment Company) est une holding possédant des intérêts dans des domaines aussi divers que le tourisme, l'industrie pharmaceutique, la finance, l'immobilier, l'élevage de poulets, les télécommunications ou la production d'énergie. Son principal actionnaire est Munib al-Masri. En 2007, sa fortune était estimée à 1.62 milliards de dollars.

3 La CCC (Consolidated Contractors Company) est une entreprise spécialisée dans la construction, l'ingénierie et la fourniture d'énergie. Ses deux principaux actionnaires sont Saïd Khoury et Hasib Sabbagh. Ce dernier est membre du Conseil National Palestinien (CNP, « Parlement » de l'OLP). Leurs fortunes étaient estimées en 2007 à respectivement 6 et 4.3 milliards de dollars.

4 <http://www.america.gov/st/peacesec-english/2008/April/20080429150446dmslahrellek0.5452234.html?CP.rss=true>

5 <http://tonyblairoffice.org/2008/03/palestine-is-open-for-business.html>

6 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENAEXT/WESTBANKGAZAEXTN/0..contentMDK:21705225~pagePK:1497618~piPK:217854~theSitePK:294365.00.html?cid=3001>

7 <http://www.pic-palestine.ps/>

8 http://www.pic-palestine.ps/minister_letter.php

9 Hassan Abu Libdah est, entre autres, le fondateur (en 1979) et ancien responsable du Bureau Central Palestinien des Statistiques, un ancien membre de la Commission Centrale des Elections de l'Autorité Palestinienne (il était en charge de l'organisation des élections législatives en 1996) et un ancien Ministre (du Travail et des Affaires sociales, puis du Plan). Il est également membre du Conseil National Palestinien.

10 <http://www.pic-palestine.ps/letter.php>

11 http://www.pic-palestine.ps/minister_letter.php

12 <http://www.haaretz.com/hasen/spages/975605.html>

13 Plus de détails sur :

http://www.meed.com/economy/news/2008/04/palestinian_national_authority_drafts_laws_to_attract_investors.html

14 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENAEXT/WESTBANKGAZAEXTN/0..contentMDK:21705225~pagePK:1497618~piPK:217854~theSitePK:294365.00.html?cid=3001>

15 <http://www.maannnews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=28980>

16 <http://www.maannnews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=28978>

17 http://www.meed.com/news/2008/04/300m_hotel_investment_planned_for_west_bank.html

18 Je tenterai dans un prochain article de développer ce point.

19 <http://memrieconomicblog.org/bin/content.cgi?news=1979>

3-3 Point de vue de Meron Benvenisti : Qui a Gagné, Qui a perdu ?

Le débat sur la question de savoir qui a gagné, de la Paix Maintenant ou du Goush Emounim, se déroule comme s'il s'agissait d'un match de la ligue, avec une majorité d'accord pour estimer qu'à ce stade, c'est partie nulle : 1-1. **La Paix Maintenant a gagné et a réussi à imposer un ordre du jour qui est un « quasi consensus » - en faveur du partage de cette terre en deux Etats nations.**

Le Goush Emounim a gagné la bataille pour l'établissement des colonies qui ont instauré une réalité rendant plus difficile, sinon impossible, la création d'un Etat palestinien viable.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La polémique se focalise sur la signification de ce match nul pour l'avenir, l'hypothèse étant que les « colonies » et les « deux Etats nations » sont bien les questions cruciales qui façonneront l'avenir d'Israël, et que la confrontation idéologique entre ces deux conceptions opposées reste pertinente bien qu'il se soit écoulé plus que le temps d'une génération depuis que cette confrontation a pris forme à la fin des années 70.

Les deux camps trouvent intérêt à aiguïser les sujets de discorde afin de souligner l'importance de leur action, mais on peut apercevoir comment derrière cette rhétorique se cache un dénominateur commun qui fait de ce tourbillon idéologique un débat interne, limité, juif-sioniste.

Les deux côtés sont d'accord sur la sacralité du mythe du « yishouv » et élèvent la maison, l'avant-poste, l'arbre planté, au niveau d'une valeur suprême. Si ce n'est qu'un camp aspire à appliquer la sainteté du yishouv sioniste à tous les yishouvim et avant-postes en Terre d'Israël, tandis que l'autre camp entend ne faire porter cette signification éthique et politique que sur les yishouvim qu'il a créés ou qui s'accordent à sa vision géostratégique. Sachant qu'il n'y a pas désaccord sur la symbolique du « yishouv » sioniste, mais uniquement sur l'usage opposé qui en est fait - symbolique de la construction contre symbolique de la destruction - la Paix Maintenant a forgé une idéologie nouvelle, celle de la « légalité » du yishouv, et la Paix Maintenant a ainsi mobilisé les juges de la Cour suprême pour venir étoffer ses rangs sur le déclin.

Le besoin éprouvé par les deux camps de jurer fidélité au sionisme aboutit à les rendre incapables de percevoir comment cet éthos est devenu un anachronisme dans la mesure où toute l'« installation/colonisation » s'est transformée en un projet immobilier commercialisé qui mobilise une rhétorique sioniste en vue de réaliser du profit, ce que démontre l'avidité des personnes évacuées du Goush Katif. Du fait que les deux mouvements ont fait leur réputation dans le contexte des « colonies », ils n'ont pas intérêt à reconnaître que l'importance de la construction de points de peuplement dans les Territoires afin d'établir des faits politiques a depuis longtemps disparu et que le nombre de colonies et le nombre de leurs habitants sont maintenant une question sans intérêt parce que les instruments israéliens de contrôle se sont sophistiqués à un point tel que, pour l'essentiel de la Cisjordanie, il n'y a aucune différence entre le territoire souverain d'Israël et le territoire occupé.

Il est bien évidemment confortable de poursuivre la lutte traditionnelle car rien n'est plus simple que de déclamer des slogans routiniers. Et en matière de vieux slogans routiniers, il n'en est pas de plus trompeur que celui du « partage de la terre en deux Etats nations » qui prétend offrir une solution équitable aux aspirations nationales des Israéliens et des Palestiniens.

Telle était effectivement l'ambition à la fin des années 70 du siècle dernier, quand il était encore possible de partager cette terre d'une manière permettant l'existence de deux Etats viables. Mais aujourd'hui - où ne restent, entre clôtures de séparation et barrages, que des territoires coupés les uns des autres, privés d'accès au monde extérieur, sans possibilités de développer une infrastructure matérielle, et totalement dépendants des dons étrangers - dans ces conditions-là, le slogan d'un Etat nation palestinien n'est pas seulement une insulte faite au pauvre, c'est une tartufferie. Tant « les colonies » que « le consensus portant sur deux Etats nations » continuent d'alimenter le débat public mais leur pertinence a tourné à la nostalgie et à l'anachronisme. La discussion entre la Paix Maintenant et le Goush Emounim s'est conclue par un score nul, mais le perdant ne fait pas de doute : le peuple d'Israël.

Meron Benvenisti

(Haaretz, 15 avril 2008)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

www.haaretz.co.il/hasite/spages/975056.html

Version anglaise : Who lost ? The people of Israel www.haaretz.com/hasen/spages/974891.html

Sources CCIPPP

Posté par Adriana Evangelizt

3-4 Point de vue de Ahmed Loutfi - Aliaa Al-Korachi : Hamas, vers de nouvelles perspectives ?

Hamas . En laissant entendre qu'elle tolérerait un Etat israélien aux côtés d'un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967, l'organisation qui contrôle Gaza semble se diriger vers une diplomatie plus pragmatique en guise d'issue au blocus. Le Hamas teste aussi la volonté réelle des Israéliens de parvenir à un règlement.

30 avril 2008

Les jours se suivent et se ressemblent, un adage qui, somme toute, s'applique peu à la politique et surtout à la question proche-orientale et à ce dossier palestinien-israélien. On peut parfois tourner autour du pot, mais dans un contexte où le quotidien apporte son lot de morts et de violence et où les perspectives du futur témoignent d'une véritable apocalypse, la politique avance : c'est bien la poursuite de la guerre par d'autres moyens, comme on le

dit. Israël, lui, bien arrogant et fier de sa machine de guerre semble apparemment le moins disposé à vouloir négocier, même s'il est tenté de le faire. Le Hamas dont l'étiquette islamico-révolutionnaire le rend intransigeant en principe, ne dédaigne pas tellement les avancées politiques. Aujourd'hui, la réalité impose de faire preuve d'un sens de compromis. Les faits et les déclarations sont là pour le prouver. « Le Hamas est prêt à reconnaître le droit d'Israël de vivre en paix si un accord de paix est conclu et approuvé par un référendum palestinien », une déclaration de l'ancien président américain Jimmy Carter, citant des responsables du mouvement islamiste qu'il a rencontrés à Damas, dont le chef en exil Khaled Méchaal. « Ils (le Hamas) ont indiqué qu'ils seraient prêts à accepter un Etat palestinien dans les frontières de 1967 si les Palestiniens l'approuvent et qu'ils accepteraient le droit d'Israël de vivre en paix comme proche voisin », a précisé Carter qui s'est vu l'objet de blâmes et de critiques de la part de son propre pays et d'Israël qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste. Une manière de contourner, si l'on peut dire, la présence réelle de ce mouvement à Gaza. Le Hamas étant en général une composante palestinienne qu'on ne peut ignorer. L'ex-président américain a d'ailleurs souligné que le Hamas et la Syrie devraient être impliqués dans toute initiative de paix visant à instaurer une solution pacifique au conflit proche-oriental. « La stratégie actuelle visant à exclure la Syrie et le Hamas ne marche pas. Elle contribue à exacerber le cycle de la violence, les malentendus et l'animosité », a-t-il dit. « Nous pensons que le problème réside dans le fait qu'Israël et les Etats-Unis refusent de rencontrer ces gens, et non dans le fait que j'ai rencontré le Hamas à Damas ». Certes le Hamas a revu à la baisse ces propos, mais il ne les a pas complètement désavoués. « Le Hamas ne reconnaîtra pas Israël ... Nous acceptons un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967 avec Jérusalem pour capitale, un Etat souverain sans les colonies, avec le droit de retour des réfugiés palestiniens, mais sans la reconnaissance d'Israël », a déclaré Méchaal. Celui-ci a affirmé mettre un veto sur les négociations directes avec Israël mais sans exclure des « négociations indirectes ». En fait négocier, c'est négocier, et le Hamas ici ne fait que rejoindre Israël qui lui aussi négocie « indirectement » via l'Egypte notamment pour la libération du prisonnier israélien Shalit et pour une trêve aussi. D'ailleurs, selon les observateurs, Washington a discrètement donné son assentiment à la tentative de médiation égyptienne (lire page 4). Et d'ailleurs, cette mission de Carter, si elle est individuelle, n'en est pas moins importante. Dans la tradition diplomatique américaine, anciens présidents et responsables jouent souvent le rôle de Think Tanks surtout que l'Amérique paraît tout à fait dans l'impasse face au chaos proche-oriental. Cela dit, pourquoi le Hamas lâche-t-il du lest ? Le chef du Hamas a laissé entendre qu'il tolérerait un Etat israélien sur le reste des territoires revendiqués, sans toutefois le reconnaître formellement mais sans aussi faire son discours traditionnel fait de destruction projetée de l'Etat d'Israël. L'avancée est de taille. Car le Hamas s'engage ainsi, implicitement, à ne pas saboter les négociations relancées en grande pompe, sous l'égide de la Maison Blanche, lors de la conférence d'Annapolis de novembre 2007. Censées aboutir à un accord-cadre avant la fin 2008, les discussions n'ont produit aucune avancée significative, pour l'instant. Le mouvement islamiste avait estimé, après s'être emparé de la bande de Gaza en juin 2007, que le président palestinien, Mahmoud Abbass, n'était plus habilité à négocier la paix avec Israël au nom des Palestiniens isolé et au bord de l'asphyxie en raison du blocus imposé à la bande de Gaza, dont il a pris le contrôle il y a près d'un an, le Hamas est-il obligé de tenter une ouverture ? « Il s'agit d'un changement tactique étant donné les conditions difficiles à Gaza, où les Palestiniens sont condamnés à la faim. L'organisation pourrait perdre ainsi la confiance et le soutien de la population. Même ceux qui estiment correct le plan politique du Hamas, commencent à avoir des doutes suite au blocus où l'on voit même des ONG internationales incapables de mener à bien leur tâche », estime Moustapha Magdi, chercheur au Centre d'études arabes et africaines. Pour lui, l'alternative à cette ouverture est « le chaos, la guerre civile ou le départ de Gaza en prenant d'assaut les points de passage avec l'Egypte ».

Source : Al-Ahram hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Sami Abdel-Shafi : Un peuple étranglé.

C'est une drôle d'impression: après avoir travaillé pendant cinq ans comme professionnel productif dans Gaza, je suis devenu un accro du marché noir.

Je passe plusieurs coups de téléphone par jour à la recherche d'essence pour ma voiture, de diesel pour le générateur électrique de secours qui attend de fournir de l'électricité à la maison, même des cigarettes et des vitamines.

La seule façon de se procurer ces choses, d'acheter des médicaments indispensables, d'acheter les choses essentielles à une vie digne, c'est par le marché noir, sinon vous n'avez rien.

Aujourd'hui, tous Gaza souffre de graves pénuries d'eau, puisque le carburant nécessaire au pompage et au transport de l'eau (ainsi que des eaux usées) est dangereusement rare. Les quelques voitures visibles dans la plupart des rues vides de Gaza aujourd'hui fonctionnent presque toujours à l'huile de cuisson usagée en raison de la pénurie de diesel.

Ce sentiment de singularité a continué quand j'ai lu la [déclaration faite par le Quarter à Londres hier](#). Les quatre

puissances agissant en tant que médiateur au Moyen-Orient - les Nations Unies, l'Union Européenne, les États-Unis et la Russie – ont parlé de "profonde inquiétude" et ont exigé «des mesures concrètes des deux parties". Toutefois, il n'y avait aucun sentiment qu'ils aient bien compris l'ampleur de la situation désespérée à Gaza ou les réalités en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. La politique mondiale semble s'être transformée en diplomatie du refus : un refus de se positionner beaucoup plus fermement envers la cause d'un peuple occupé et mourant.

Cette diplomatie de refus ne fait qu'aider le désir d'Israël d'imposer ses volontés aux Palestiniens, et plus particulièrement aux Gazaouis assiégés. Le gouvernement israélien veut se prendre pour Dieu à Gaza en contrôlant carrément tous les aspects de la vie des civils. Le morcellement de la Cisjordanie présente une menace avec des conséquences aussi terribles.

La barrière de séparation et les centaines de checkpoints israéliens risquent de créer de nombreux petits Gazas en Cisjordanie. Les villages et les villes qui deviennent aujourd'hui de plus en plus isolées et étranglées économiquement pourraient devenir demain des points chauds de désespoir et de violence.

La semaine dernière à Gaza, Israël a non seulement continué de priver la population de carburant et de gaz de cuisine, mais il a empêché l'entrée de marchandises destinées aux organismes des Nations Unies comme l'UNRWA - l'agence qui fournit à la population pauvre et défavorisée de Gaza les services de santé, l'éducation, l'aide alimentaire. En gênant les opérations de l'ONU, Israël gêne le Quartet, dont l'ONU fait partie.

La politique actuelle d'Israël expulse petit à petit les Palestiniens de leurs terres et pousse ceux qui restent dans la déchéance, le désespoir et l'extrémisme.

Le mot «siège» ne semble plus adéquat pour décrire ce qui se passe à Gaza. Les 1,5 millions de personnes du territoire ont été plongés dans une catastrophe humanitaire. C'est devenu un non-sens de parler de négociations de paix alors qu'Israël crée plus d'injustices sur le terrain en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Avant la réunion du Quartet de Londres, Condoleezza Rice, la Secrétaire d'Etat américain, avait reconnu, dans des déclarations, les "difficiles" questions des frontières et du sort de Jérusalem ainsi que la responsabilité d'Israël pour améliorer la vie des Palestiniens. Rice avait insisté sur le fait que les États-Unis ne considéraient pas l'expansion des colonies d'Israël comme un fait accompli dans le cadre d'un accord définitif sur les frontières.

S'il y avait une lueur d'espoir dans la déclaration du Quartet et dans les paroles de Rice, il est, cependant, difficile de présager d'actions constructives ensuite. L'administration américaine est presque la fin de son mandat. L'ONU est fragilisée.

Le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, calme les faucons de l'establishment militaire israélien, le mouvement des colons et la Knesset elle-même - au moment où il prolonge ce qui ressemble de plus en plus à une main de paix illusoire aux Palestiniens.

Les hommes politiques palestiniens doivent, aussi, reconnaître que leur confrontation embarrassante et source de division n'a fait que diminuer la compréhension de la souffrance de leur peuple par le reste du monde.

Entre-temps, le peuple palestinien se rapproche de plus en plus de la misère. Il n'est pas suffisant de la part du Quartet de pousser les Palestiniens et les Israéliens à faire la paix.

Les hommes politiques et les délégations du monde entier, y compris les Israéliens de toutes convictions, devraient être encouragés et autorisés à venir à Gaza et à témoigner de ce qui se passe ici aujourd'hui.

Seulement à ce moment-là, les observateurs seront en mesure d'évaluer dans quelles conditions les Palestiniens doivent vivre, et de juger les obligations morales du monde à l'égard d'un peuple qui mérite certainement une chance de vivre en paix et dans la dignité.

[Sami Abdel-Shafi](#)

04-05-2008

Sami Abdel-Shafi est le co-fondateur et associé principal du Groupe-conseil Emerge, une entreprise de conseil en gestion dans la ville de Gaza. Il peut être joint à l'adresse suivante : [@emergeconsultants.com](mailto:sami.abdelshafi)

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 USA: Des officiels de haut rang mettent en garde contre une terreur fabriquée.

Un certain nombre d'officiels de haut rang en poste ou à la retraite ont récemment averti que l'Administration Bush essayait d'instaurer une dictature aux Etats-Unis, et que, pour la mettre en place, elle organisera elle-même une fausse attaque terroriste.

Contexte

Des [agents du FBI](#), le [Time Magazine](#), [Keith Olbermann](#) et [The Washington Post](#) ainsi que la revue [Rolling Stone](#) ont tous affirmé que l'Administration a diffusé des alertes terroristes sur la base de renseignements très insuffisants dans la but de rallier la population autour du drapeau quand le gouvernement était bas dans les sondages.

Cela suppose -pour commencer- que l'Administration n'hésite pas prendre des libertés avec les faits afin de distiller la peur à des fins politiques.

L'ancien et influent membre républicain du congrès Bob Barr va plus loin en affirmant que les Etats-Unis sont proches de devenir une société totalitaire et que l'Administration Bush utilise la peur afin de s'assurer que cela se produise.

Le général Tommy Franks a déclaré que si une autre attaque terroriste se produisait aux Etats-Unis, « la constitution sera probablement abandonnée pour une forme militaire de gouvernement ».

L'actuel membre du congrès Ron Paul a affirmé que le gouvernement « est déterminé à instaurer la loi martiale » et que ce dernier espère que le peuple soit « suffisamment craintif pour accepter le secours du “chevalier blanc” ».

Et Daniel Ellsberg, le célèbre dénonciateur des « Papiers du Pentagone » a dit que « s'il y a un autre attentat terroriste, « je crois que le président obtiendra ce qu'il veut », et cela inclut une dictature.

Des citoyens des Etats-Unis victimes de terrorisme par le gouvernement américain?

Mais le gouvernement tuerait-il réellement ses propres concitoyens pour distiller suffisamment de peur et obtenir ce qu'il veut? Lisez ce que de brillantes personnalités disent à ce sujet et jugez par vous-mêmes.

L'ancien analyste de la CIA Ray McGovern qui, pendant 27 ans, a préparé et présenté les rapports présidentiels quotidiens et a officié en tant qu'analyste de haut niveau pour plusieurs présidents, a affirmé que s'il y avait un autre attentat d'ampleur aux Etats-Unis, cela mènerait à la loi martiale. Il a continué :

Nous devons être attentifs. Si quelqu'un fait ce genre de provocation sous la forme d'explosions énormes et violentes, nous ne devons pas croire sur parole les maîtres à Washington quand ils disent que c'est un acte terroriste parce que cela pourrait aussi bien être une provocation leur permettant... d'obtenir ce qu'ils veulent. L'ancien analyste de la CIA croit le gouvernement capable de jouer avec les alertes terroristes et même les attentats eux-mêmes de manière à rassembler la population derrière l'étendard.

L'ancien secrétaire adjoint du Trésor au sein de l'administration Reagan, Paul Craig Roberts, appelé le « père de l'économie Reagan », qui est un ancien rédacteur et éditorialiste du Wall Street Journal, du Business Week et du Scripps Howard News Service, a dit :

« Demandez-vous si un gouvernement qui nous a menti pour nous plonger dans deux guerres, et qui continue à nous mentir pour attaquer l'Iran, hésiterait à orchestrer des attaques “terroristes” pour supprimer toute opposition à son programme ? ». Il ajoute :

Si l'administration Bush veut poursuivre ses guerres au Moyen-Orient et asseoir la primauté du pouvoir exécutif aux États-Unis, elle devra organiser des opérations sous fausse bannière qui terroriseront et enrageront le peuple américain au point de lui faire accepter la déclaration d'état “d'urgence nationale” de Bush et le retour de l'enrôlement militaire obligatoire, la conscription. Une autre solution serait pour l'administration Bush de simplement laisser se produire un véritable attentat terroriste sans s'y opposer.

Une série d'attentats, orchestrés ou permis, serait présentée par les médias alignés comme la légitimation de la politique islamophobe des néo-conservateurs, dont l'intention est de détruire tous les gouvernements du Moyen-Orient qui ne sont pas des États marionnettes contrôlés par les Américains. En cas de succès, les États-Unis obtiendraient le contrôle du pétrole, mais le but principal est d'éliminer toute résistance à l'absorption complète par Israël de la Palestine dans un Grand Israël.

Réfléchissez. Si une autre “faille de sécurité” du type 11 Septembre n'était pas en préparation, pourquoi le tsar de la Sécurité intérieure Chertoff se donnerait-il la peine de convaincre le Chicago Tribune que les Américains ont relâché leur vigilance vis-à-vis de la menace terroriste et qu'il sent “au fond de ses tripes” que l'Amérique sera bientôt durement frappée ?

Le parlementaire britannique George Galloway a affirmé qu'il y avait un “danger réel” que le gouvernement américain mette en scène une attaque terroriste sous fausse bannière afin de justifier une guerre contre l'Iran et de prendre le contrôle total des Etats-Unis.

L'ancien conseiller à la Sécurité Nationale Brzezinski a dit au Sénat qu'un acte terroriste pourrait être perpétré sur le sol américain et faussement attribué à l'Iran pour justifier une guerre contre cette nation.

Récemment, le président Carter a reconnu implicitement le risque d'une provocation montée de toute pièce pour démarrer une guerre contre l'Iran.

L'ancien sénateur Gary Hart a averti les Américains que la Maison Blanche pourrait créer un incident du type “golfe du Tonkin” ou “Souvenez-vous du Maine” pour justifier une guerre contre l'Iran. (Le passage dans la vidéo commence à 7mn15s)

L'ancien inspecteur aux Armements aux Nations Unies, l'Américain Scott Ritter, qui a affirmé avant la guerre en Irak qu'il n'y avait aucune arme de destruction massive dit maintenant qu'il n'exclut pas un terrorisme d'Etat mis en scène par le gouvernement des Etats-unis.

Enfin une note du parti républicain prétendument divulguée à la suite d'une fuite vante les bénéfices d'une attaque terroriste comme moyen d'inverser le déclin du parti.

Impossible, c'est du délire

Cela semble dément, n'est-ce pas ?

Désolé de vous le dire mais “les attentats sous fausse bannière » -c'est-à-dire le terrorisme d'Etat, attribué au méchant de son choix- est une vieille ruse utilisée par les gouvernements du monde entier depuis des millénaires pour consolider leur pouvoir et s'assurer du soutien de leur peuple. Lisez cet article sur l'Incendie du Reichstag et cet article sur l'éternel stratagème de ceux qui accaparent le pouvoir.

Mais même des événements récents donnent un aperçu de ce qu'est le monde des attentats sous fausse bannière :

Le respecté ex-président d'Indonésie Abdurrahman Wahid croit que le gouvernement a pu avoir un rôle dans les attentats à la bombe de Bali.

En Irak, des Américains habillés en arabes ont apparemment fait exploser des voitures piégées. ("apparemment" seulement car quand il fut découvert que quelques-unes des voitures utilisées dans les récents attentats à la bombe en Irak provenaient des Etats-Unis, la version officielle des événements est devenue : des voitures américaines ont été impliquées dans les attentats à la voiture piégée parce qu'elles ont récemment été volées sur le sol américain puis envoyées en Irak – mais c'est à se demander pourquoi les insurgés irakiens auraient pris la peine d'aller voler des voitures aux Etats-Unis pour les expédier jusqu'en Irak)

De manière similaire, un attentat sous fausse bannière perpétré par la Grande-Bretagne en Irak a fait la une. La presse a admis que la mort du principal instigateur de l'incident de Bassorah était mystérieuse.

Enfin, l'ancien directeur de la NSA (Agence Nationale de Sécurité) William Odom a dit « Les Etats-Unis utilisent d'une manière ou d'une autre le terrorisme depuis longtemps. En 1978-1979, le sénat a essayé de faire passer une loi contre le terrorisme international – pour toutes les versions produites, les avocats ont dit que les Etats-Unis violeraient la loi ».

L'histoire prouve que les avertissements d'officiels concernant des attentats terroristes par notre propre gouvernement sont fondés.

<http://news.reopen911.info/>

sélectionné par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation>

5-2 Retour sur le développement du mouvement national avant la Première Intifada. (Julien Salingue)

Je ne prétends évidemment pas faire ici un panorama exhaustif du développement du mouvement national palestinien durant ces années. Des livres entiers ont été écrits à ce sujet. Il s'agit plutôt, de manière synthétique, de tenter d'identifier les principaux groupes qui ont joué un rôle dans le développement du mouvement national à l'intérieur des territoires occupés, de penser leurs évolutions et de faire un "état des lieux" du poids de ces différents groupes et des rapports qu'ils entretiennent à la veille de la Première Intifada.

L'objectif de ce travail n'est pas juste "historique". Un certain nombre des dynamiques identifiées ici permettent d'apporter un éclairage sur bien des développements ultérieurs, que ce soit la Première Intifada elle-même, les Accords d'Oslo, la Seconde Intifada ou la situation complexe qui règne aujourd'hui dans les territoires palestiniens.

L'article comporte 5 parties :

1 Les élites palestiniennes traditionnelles

2) L'OLP

3) Le mouvement nationaliste dans les territoires palestiniens

4) La volonté d'hégémonie de l'extérieur

5) Les élites palestiniennes à la veille de l'Intifada

1) Les élites palestiniennes traditionnelles

«Le groupe politique dominant dans la société palestinienne durant le 19ème et le 20ème siècle a été la classe à laquelle on se réfère sous le nom de notables. La formation de cette classe de notables remonte au 19ème siècle, lorsque l'Empire ottoman, dans le cadre d'une restructuration administrative d'ampleur, a utilisé des personnalités locales proéminentes en Palestine comme intermédiaires entre [le pouvoir central] et le reste de la population de la zone. (...) [Mais] alors que la classe des notables a été généralement renversée, dans le Monde arabe, durant la période qui a suivi les indépendances, en Palestine elle a conservé sa position de domination. L'explication est assez simple : tous les Etats dominants ont continué de s'appuyer sur les notables palestiniens, intermédiaires utiles [entre ces Etats] et la population locale» 1.

Durant la période d'administration jordanienne (1948-1967), les autorités d'Amman s'appuient sur les notables palestiniens, qui ont subi des pertes considérables avec la guerre de 1948, l'annexion de plusieurs milliers d'hectares de terres par Israël et l'exode forcé de près de 800 000 Palestiniens. Industriels, commerçants et grands propriétaires terriens, les notables ont pour la plupart été frappés par la guerre. Leur rôle central dans la société palestinienne est menacé de décroître considérablement du fait de la forte diminution de leurs ressources et donc de la base matérielle de leur légitimité et de leur position sociale.

La stratégie du Roi de Jordanie, afin d'assurer la domination d'Amman sur la Cisjordanie, consiste donc à s'appuyer sur les notables menacés par la situation qui suit la guerre de 1948 en leur donnant une place et un rôle dans la nouvelle administration jordanienne de la Cisjordanie.

Les notables palestiniens ont en effet perdu une partie importante de leurs sources de revenus et «[ne peuvent] conserver leur influence qu'en servant d'intermédiaires entre le pouvoir central, désormais principal prestataire de richesses, et la population locale» 2.

La Jordanie va donc utiliser ces notables affaiblis et dépendants du pouvoir central. Certains sont nommés maires, d'autres sont intégrés au Parlement, exerçant même parfois des responsabilités dans le gouvernement jordanien : **Mohammad Ali al-Jabari**, membre d'une grande famille d'Hébron, est nommé maire d'Hébron et sera Ministre de l'Education nationale; **Raghib Bey al-Nashashibi**, représentant d'une grande famille de Jérusalem est nommé gouverneur militaire de la Cisjordanie puis Ministre de l'Agriculture.

Les notables de Cisjordanie sont au cœur du dispositif jordanien d'administration de la rive ouest du Jourdain. *«La volonté de la plus grande partie de l'élite de Cisjordanie de coopérer avec Amman sur la base d'arrangements temporaires rencontra l'approche jordanienne, qui consistait à développer une politique de pacification des relations avec les groupements politiques de Cisjordanie tant qu'ils ne remettaient pas en cause (...) le pouvoir du royaume. En ce sens, les tendances à la coopération chez l'élite palestinienne permirent au gouvernement jordanien d'assurer son contrôle sur cette élite sans avoir recours à la confrontation»* 3.

Chacune des deux parties trouve son intérêt dans cet arrangement implicite : la Jordanie assoit son contrôle sur la Cisjordanie en évitant notamment de devoir affronter des revendications indépendantistes, dans la mesure où sont favorisés les notables qui sont le plus dépendants de la politique et de l'économie jordaniennes.

De leur côté, les notables palestiniens, qui deviennent des éléments incontournables, notamment dans le domaine administratif, pour la population palestinienne, continuent d'occuper, grâce au roi de Jordanie, une position sociale d'importance, qui était menacée par les pertes consécutives à la guerre.

Dans le même temps, la Jordanie se prémunit contre toute émergence d'une direction politique indépendante en Cisjordanie : les trois provinces qui la composent sont divisées en sept districts dont les autorités sont directement responsables devant le Ministère de l'Intérieur jordanien.

De même, Amman reste la capitale politique et administrative alors que des responsables palestiniens réclamaient le transfert d'un certain nombre d'institutions à Jérusalem.

Les autorités jordaniennes vont donc maintenir, voire renforcer, la position des notables, tout en les maintenant dans une situation de dépendance, notamment économique, et en veillant à fragmenter suffisamment le pouvoir en Cisjordanie pour que la «zone d'influence» de ces notables se limite à leur localité ou, au maximum, leur district.

La Jordanie va par ailleurs contrôler l'opposition en interdisant tous les partis politiques dissidents (avec notamment la Constitution de 1952 qui interdit toute organisation politique dont l'idéologie ou les activités menaceraient «l'ordre public et la sécurité»).

La politique jordanienne *«renforce la structure patriarcale de la société [avec le recours] aux liens personnels plutôt qu'à des relations institutionnalisées comme unique mode de participation politique»* 4.

Les notables sont liés individuellement à Amman, dépendent financièrement de la Jordanie, ce qui permet à cette dernière *«[d']assurer son contrôle sur la Cisjordanie en soutenant ces "représentants" locaux, traditionnels, dont la loyauté est assurée tout en faisant obstacle à l'éventuelle formation d'une infrastructure politique palestinienne moderne et institutionnalisée, qui aurait réduit le pouvoir du régime hachémite»* 5.

À Gaza, même s'il n'y a pas d'annexion comme en Cisjordanie, le pouvoir égyptien va également s'appuyer sur les notables locaux.

«Durant ses 19 années d'administration de Gaza, l'Égypte a utilisé les familles de notables comme intermédiaires avec la population locale. Les clans Shawwa et Rayyes ont été utilisés par les Égyptiens pour maintenir le calme politique à Gaza, et en conséquence les deux familles ont continué à prospérer» 6.

Nasser n'établit pas une administration directe de la bande de Gaza mais se contente de la contrôler indirectement via des grandes familles de notables cooptées politiquement et économiquement.

L'Égypte va permettre, en les contrôlant sévèrement, l'émergence de structures politiques palestiniennes comme le Gouvernement de toute la Palestine (créé en septembre 1948). Il s'agit pour l'Égypte, non de favoriser le développement de forces politiques palestiniennes autonomes, mais de s'en servir comme un outil dans sa lutte d'influence avec la Jordanie.

Le fait que le leadership du Gouvernement de toute la Palestine soit confié à Haj Amin al-Hussaini est révélateur : ce représentant d'une grande famille de Jérusalem est un rival déclaré du clan al-Nashashibi, avec lequel Amman a choisi d'entretenir une relation privilégiée.

Autre élément notable : contrairement à la Jordanie, l'Égypte n'impose pas aux réfugiés de Gaza l'acquisition de la nationalité égyptienne.

Ce faisant, Nasser indique qu'il ne souhaite pas, contrairement au Roi Abdallah, intégrer les territoires palestiniens et leur population à son propre Etat. Il ne faut cependant pas en conclure que Nasser a favorisé l'émergence d'un mouvement national palestinien autonome à Gaza.

Le véritable pouvoir a été confié aux grandes familles tandis que les structures politiques étaient sévèrement contrôlées par l'Égypte. Aussi les Frères Musulmans comme le Parti Communiste étaient-ils interdits à Gaza.

«À la différence de la Cisjordanie intégrée au royaume hachémite, la bande de Gaza n'a jamais été annexée par l'Égypte qui a toujours mis en avant le caractère provisoire de sa gestion d'un territoire palestinien placé sous contrôle militaire. L'Égypte n'en a pas pour autant favorisé ni même toléré le développement d'une vie politique palestinienne propre. L'éphémère expérience du "gouvernement arabe de toute la Palestine" comme celle de la première OLP n'ont ainsi été avant tout que des extensions de la politique égyptienne dans le cadre de la rivalité interarabe en matière palestinienne. Détenu par une classe étroite de personnel nommé par le gouverneur militaire, le pouvoir à Gaza n'a ainsi jamais donné lieu à une véritable compétition politique» 7.

Avec la Guerre des Six Jours et l'occupation israélienne la situation va progressivement se modifier. Israël fait le choix de maintenir une partie des structures locales de pouvoir (les maires sont laissés en place jusqu'à l'organisation d'élections en 1972), espérant pouvoir se décharger d'une partie des responsabilités de la gestion des territoires palestiniens en s'appuyant sur les leaders locaux, notamment les Maires et les Mukhtars (chefs de villages).

Certains, parmi les notables, se satisfont au départ de ce système : *«Shaykh [Mohammed Ali al-] Jabari est passé facilement [d'une situation] où il était le lien vital des Jordaniens avec la population à [une situation] où il a joué le*

même rôle pour les Israéliens» 8.

Mais, comme les Jordaniens, les Israéliens encadrent strictement le pouvoir des notables locaux et veillent à ce qu'il ne s'étende pas au-delà des limites de la municipalité ou du district. *«Avec la municipalité, ou au maximum le district, comme limite de l'influence du leader palestinien, les Israéliens ont rapidement découvert les avantages, pour une armée d'occupation, de l'absence d'un leadership uni et unifiant» 9.*

Mais la relative stabilité (malgré le déséquilibre dans la relation entre Amman ou Le Caire et les notables palestiniens) qui avait caractérisé la période 1948-1967 ne va pas durer sous l'occupation israélienne. La puissance occupante ne va pas pouvoir établir un réseau d'alliés locaux comme elle l'espérait, et ce pour trois raisons principales :

a) Que ce soit d'un point de vue symbolique ou d'un point de vue politique, Israël n'est pas la Jordanie ou l'Égypte. Aux yeux de la population palestinienne elle présente toutes les caractéristiques d'une puissance étrangère occupante et, dans la mesure où elle se comporte comme telle, une stratégie d'alliance explicite avec les autorités d'occupation est impossible pour les notables.

b) Les bases matérielles du pouvoir des notables, notamment la possession de terres et le pouvoir économique, ont déjà été considérablement amoindries par la guerre de 1948. Avec la vassalisation de l'économie palestinienne, ces bases se restreignent encore plus.

L'économie palestinienne et son développement sont en effet subordonnés aux intérêts économiques israéliens.

Les modifications que cette situation entraîne sont considérables et amoindrissent le pouvoir des notables.

Avec les confiscations de terres (chute des emplois dans le domaine agricole) et le recours massif à la main d'œuvre palestinienne en Israël, la population est de moins en moins dépendante de ces grands propriétaires terriens ou de ces grands commerçants.

De plus, contrairement à ce qui était le cas à l'époque jordanienne, les notables palestiniens n'exercent pas de fonctions d'importance dans l'administration israélienne. Leur statut de représentants incontournables du pouvoir central s'amoindrit lui aussi même s'ils restent dépositaires d'une partie des prérogatives de l'administration jordanienne. Les notables ne tirent donc pas de bénéfice de l'occupation israélienne, bien au contraire, et vont progressivement, pour une partie d'entre eux, se tourner vers le mouvement nationaliste.

c) Le développement de l'OLP et la prise de contrôle de sa direction par les mouvements de guérilla en 1969 va avoir des répercussions dans les territoires palestiniens. Durant les années 70 et 80 les notables vont perdre leur légitimité politique au profit des organisations et personnalités se revendiquant de l'OLP et du mouvement nationaliste.

2) L'OLP

À la fin des années 50, un groupe de Palestiniens exilés fonde, depuis le Koweït, le «Mouvement de libération nationale palestinienne», connu sous son acronyme inversé Fatah.

On trouve parmi ses membres fondateurs **Yasser Arafat** (Abu Ammar), **Khalil al-Wazir** (Abu Jihad), **Salah Khalaf** (Abu Iyad) et **Farrouk Kaddoumi** (Abu Lutf).

Tirant les conséquences de la défaite de 1948 et de ce qu'ils considèrent comme la passivité des régimes arabes depuis cette défaite et *«à l'inverse des idéaux panarabes, nassériens ou baathistes dominants à l'époque, le mouvement fait de la libération de la Palestine la condition de l'unité du monde arabe. Dans un souci d'autonomisation de la décision palestinienne et fort des exemples vietnamien et algérien, il prône la "guerre populaire" menée par les "masses" avec ou sans le concours du monde arabe» 10.*

Le Fatah va, à partir de 1965, multiplier les actions armées contre des objectifs militaires israéliens depuis les États arabes frontaliers, notamment la Jordanie et le Liban.

Mais ce n'est qu'après la défaite arabe de juin 1967 que le Fatah va connaître sa véritable expansion. *«Au lendemain de la victoire d'Israël (...) la lutte armée du Fatah rendit l'espoir à des millions de personnes dans le monde arabe sur la possibilité de résister. Au cours de la "bataille de Karameh" menée par le Fatah en 1968, une guérilla palestinienne sous-équipée tint tête aux Forces de Défense Israéliennes tout près de la ville jordanienne de Karameh.*

De partout dans le monde, des milliers de personnes, palestiniennes ou non, rejoignirent les rangs du Fatah» 11.

C'est en 1968-1969 que le Fatah prend le contrôle de l'OLP.

L'Organisation de Libération de la Palestine (**OLP**) a été créée en 1964 à l'initiative des États de la Ligue Arabe, notamment de l'Égypte de Nasser.

À ses origines l'OLP n'est pas une organisation dont les Palestiniens se seraient eux-mêmes dotés mais bel et bien une création ex nihilo des États arabes, qui reflète les débats et les oppositions qui traversaient la Ligue Arabe à l'époque. **12.**

Les statuts et la charte de l'OLP adoptés en 1964 ne font aucune référence à une quelconque «souveraineté palestinienne», la Palestine est au contraire définie comme «une partie arabe liée par les liens du nationalisme aux autres contrées arabes qui forment avec elle la Grande Patrie Arabe» (art. I). *«L'article 24 de la Charte précise même que l'OLP n'exerce aucune souveraineté «régionale» (iqlimiya) sur la Cisjordanie, ni sur la bande de Gaza, ni sur la région d'El Himma (territoire palestinien aux mains de la Syrie)» 13.*

En d'autres termes, l'OLP n'est à ses débuts qu'une création diplomatique qui ne rencontre aucun écho en Cisjordanie et à Gaza.

Après la défaite militaire de juin 1967, la légitimité des régimes arabes va considérablement s'affaiblir dans la population palestinienne, que ce soit celle des territoires occupés ou celle des pays alentours.

C'est dans ce contexte que le Fatah et sa ligne de refus de la subordination de la question palestinienne à la politique des régimes arabes vont gagner en popularité et en audience.

Avec la prise de contrôle de l'OLP par les organisations de guérilla (dont la plus connue et la plus forte est le Fatah), les choses vont donc se modifier.

«*En juillet 1968, se réunit le quatrième Conseil national palestinien, dominé par le Fath. **La Charte nationale** ainsi que des statuts de l'OLP sont modifiés. Ils mettent en avant la lutte armée.*

L'article 9 de la Charte amendée précise que "Le peuple arabe de Palestine [...] affirme son droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur son pays".

Dès l'article 1 on définit la Palestine comme la patrie du peuple arabe palestinien", dont le rôle est sans cesse souligné. Cette insistance se traduit dans la définition même de l'OLP, "*qui représente les forces révolutionnaires palestiniennes, est responsable du mouvement du peuple arabe palestinien dans sa lutte en vue de recouvrer sa patrie, de la libérer et d'y revenir afin d'y exercer son droit à l'autodétermination*"» **14**.

À ses débuts, la «nouvelle OLP» considère la lutte armée révolutionnaire comme seule tactique dans son combat contre Israël. L'occupation militaire de la Cisjordanie et de Gaza rend impossible l'établissement de cellules de guérilla, d'où une faible préoccupation, de la part de la direction de l'OLP, pour les territoires occupés et une focalisation sur les camps de réfugiés des pays arabes voisins et sur la construction de l'OLP comme entité politique à part entière.

Dès le début des années 70, Arafat et ses proches, à la recherche d'une légitimité internationale, adoptent le principe d'une solution négociée, pensée comme une étape vers la libération de toute la Palestine.

Dès lors, «*l'OLP décida de conquérir sa place politique [dans les territoires occupés] face au royaume hachémite et manifesta pour la première fois son intérêt pour l'Intérieur.*

La population, qui s'était détournée de la Jordanie après les massacres de Septembre Noir (1970), n'hésita pas à répondre positivement à cette demande et, rapidement, accorda un soutien massif à cette OLP renouvelée, dynamisée tant par ses succès diplomatiques à l'Extérieur (discours de Yasser Arafat à l'ONU et sommet arabe de Rabat en 1974) que par l'activité de quelques grandes figures charismatiques de l'Intérieur. L'OLP s'imposa alors comme acteur désormais central dans les territoires occupés bien qu'extérieur par la localisation de son haut commandement» **15**.

On assiste alors à un rapide mouvement de bureaucratisation à l'intérieur de l'organisation. «*Un rapport sur "les structures de l'OLP", rédigé par le "responsable du bureau de Yasser Arafat", après avoir longuement décrit les différentes instances législatives, exécutives et judiciaires de la centrale palestinienne, y compris ses tribunaux, ses prisons et ses départements aussi variés que ceux de toute administration étatique, conclut : "L'OLP diffère par sa nature des autres organisations qui ont représenté, ou représentent encore, leurs peuples respectifs dans leur lutte de libération nationale. L'OLP n'est pas un parti politique, et elle est plus large qu'un front de libération. C'est une institution qui a la nature d'un Etat"*» **16**.

Après son expulsion de Jordanie en 1970-1971, l'OLP-Fatah va établir au Liban un véritable Etat dans l'Etat, qui restera dans l'Histoire sous le nom de «**République de Fakahani**».

L'appareil bureaucratique-militaire de l'OLP emploie des dizaines de milliers de Palestiniens aux quatre coins du monde, avec entre autres la multiplication, à l'instar d'un Etat constitué, des représentations diplomatiques à l'étranger.

On peut enfin noter que l'établissement de cet «*appareil d'Etat sans Etat*» (Achcar) et la manne financière qui transite par ses caisses (dons des pays arabes mais aussi taxes sur les revenus des travailleurs palestiniens des pays pétroliers) vont donner naissance à un vaste réseau de corruption et de clientélisme sous le contrôle des plus hauts dirigeants de l'OLP, au premier rang desquels **Yasser Arafat** et les «spécialistes» des questions financières comme **Ahmed Qoreï** (Abu Ala) et **Mahmoud Abbas** (Abu Mazen).

Le développement et les choix stratégiques de l'OLP sous la direction du Fatah vont bouleverser la donne dans les territoires palestiniens occupés par Israël. Une reconfiguration du paysage politique s'opère au cours des années 70 : les élites traditionnelles vont voir progressivement s'éroder leur hégémonie sur le champ politique, que ce soit dans l'exercice des responsabilités (si infimes soient-elles) ou dans la représentation. On entre dans un combat à trois (Israël, la Jordanie, l'OLP) dans la lutte pour la légitimité auprès de la population des territoires occupés et pour le contrôle de ses élites.

3) Le mouvement nationaliste dans les territoires palestiniens

Les Palestiniens «de l'intérieur» n'attendent pas le changement de stratégie de la direction de l'OLP pour tenter de construire un front de résistance à l'occupation israélienne. Constatant l'impuissance des élites traditionnelles pour organiser la lutte contre l'occupation israélienne, et ce bien qu'une majorité d'entre elles y soit ouvertement hostile, des militants nationalistes décident de mettre en place des structures de lutte et de coordination dans les territoires occupés.

Le **Front National Palestinien** est fondé en 1972-1973.

L'initiative est prise par le Parti Communiste, rejoint par des militants du Mouvement Nationaliste Arabe, des Baathistes, des membres des organisations de guérilla (le Fatah bien sûr, mais aussi le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), tous les deux membres de l'OLP). Une partie des notables se joignent à l'initiative.

«*Les fondateurs du Front National Palestinien le voyaient avant tout comme un moyen d'organiser l'opposition politique à l'occupation militaire israélienne. (...) Le but du Front, prétendaient-ils, était l'unification de tous les groupes et de toutes les forces politiques des territoires occupés dans la lutte contre Israël, nonobstant leurs orientations idéologiques et politiques*» **17**.

Le Front National Palestinien est légitimé par le Conseil National Palestinien (CNP, «parlement» de l'OLP) de janvier 1973. Il est l'expression de l'émergence d'une nouvelle élite dans les territoires occupés, une élite politique

qui, contrairement à la période de domination des notables, ne se confond pas avec l'élite sociale et économique : *«Une nouvelle élite politique, plus jeune et à la base sociale plus diversifiée que les notables pro-jordaniens traditionnels, se structure ainsi au sein du Front dont le comité central, clandestin, regroupe des personnalités de tous bords politiques. L'unité entre la Cisjordanie et la bande de Gaza y est manifestée par la présence d'un représentant de Gaza»* 18.

On trouve au sein du FNP des représentants des divers groupes de guérilla, des factions politiques, mais aussi des syndicats, des associations étudiantes, des organisations de femmes, des marchands, des propriétaires terriens, des paysans, ainsi que des représentants de l'establishment religieux.

Malgré la répression dont sont victimes ses membres, le FNP parvient à remporter, au nom de l'OLP, les élections municipales de 1976, expression du développement des courants nationalistes et du sentiment national dans les territoires palestiniens. Ce seront d'ailleurs les dernières élections qu'Israël tolérera.

Le FNP disparaît en 1977 (pour de raisons sur lesquelles je reviendrai), mais d'autres structures du même type suivront, comme le Comité d'Orientation Nationale (1978-1982).

La croissance économique et la modification de la structure sociale palestinienne vont avoir comme conséquence la massification et la diversification sociale du milieu étudiant.

L'Université de Bir Zeit est fondée en 1972, celle de Bethléem en 1973-1974, l'Université al-Najah de Naplouse en 1977.

Les universités vont être un terrain d'intervention et de recrutement privilégié pour les factions politiques de l'OLP. La forte politisation du milieu étudiant, la répression dont sont victimes les étudiants nationalistes et l'expérience de la prison (lieu de formation politique pour de nombreux jeunes) participent de la modification de la composition des élites politiques palestiniennes et de l'émergence de nouveaux cadres.

C'est autour de cette nouvelle génération d'intellectuels issus de toutes les couches de la société palestinienne que se développent, au cours des années 1970 et 1980, les mouvements étudiants, les syndicats, les organisations de femmes et de multiples autres structures ayant vocation à venir en aide et à organiser la population des territoires occupés (associations médicales, coopératives agricoles...).

À l'initiative des organisations membres de l'OLP, ces structures ont deux objectifs intrinsèquement liés : pallier les manques liés à la situation d'occupation militaire et à la quasi-absence de prise en charge par les autorités israéliennes de ces manques (hôpitaux, aide aux agriculteurs...) et construire la conscience nationaliste et la résistance à l'occupation dans la population palestinienne.

C'est le Parti Communiste qui est le premier et le plus actif sur ce terrain, principalement pour des raisons politiques (privilégier la lutte des masses sur la lutte armée minoritaire) et aussi car, contrairement aux organisations de guérilla, ses cadres ne sont pas, sauf exception, à l'extérieur des territoires palestiniens.

Malgré les divisions entre factions palestiniennes, sur lesquelles je reviendrai, ces structures vont avoir un impact important sur l'ensemble de la population palestinienne des territoires occupés. Elles répondent à des demandes bien réelles, elles créent des liens unissant les différentes couches de la population (par exemple des centaines d'étudiants participent à des travaux de réhabilitation de terres agricoles, aux côtés des paysans) et elles popularisent l'OLP et la lutte contre l'occupation tout en marginalisant les notables et les élites traditionnelles.

En une quinzaine d'années, l'intervention des organisations de l'OLP a considérablement changé la donne à l'intérieur des territoires occupés par Israël. Elle a contribué à la légitimation de la direction « extérieure » de l'OLP et a permis l'émergence de leaders reconnus à l'intérieur des territoires. Elle a redonné l'espoir à des centaines de milliers de Palestiniens abattus par les défaites de 1948 et 1967 et par la violence de l'occupation israélienne. Au-delà de ces considérations générales, la politique menée par l'OLP à cette époque nécessite un examen plus précis, notamment sous l'angle des rapports entre «intérieur» et «extérieur», qui permettra de comprendre certains processus qui se sont développés lors de l'Intifada et, plus tard, lors de l'établissement de l'Autorité palestinienne.

4) La volonté d'hégémonie de l'extérieur

Si le noyau dirigeant de l'OLP, constitué des membres fondateurs du Fatah et de quelques individus cooptés par Yasser Arafat et ses proches, entend s'appuyer, dans la perspective d'un processus négocié, sur le développement du mouvement national à l'intérieur des territoires occupés, il ne souhaite cependant pas l'établissement d'infrastructures politiques autonomes en Cisjordanie et à Gaza. Il s'agit pour ce groupe dirigeant d'éviter qu'émerge, à l'intérieur des territoires occupés, une direction politique alternative susceptible d'être un partenaire crédible aux yeux d'Israël et des Etats-Unis.

D'où une attitude ambivalente vis-à-vis des initiatives de l'intérieur, renforcée par le fait que les équilibres entre forces politiques diffèrent sensiblement entre l'intérieur et l'extérieur des territoires occupés. Le poids du Parti Communiste et de la gauche de manière générale est beaucoup plus important à l'intérieur que dans l'OLP (et dans ses instances exécutives, que le PC ne rejoindra qu'en 1987), ce qui permet par exemple de comprendre l'attitude de la direction Fatah de l'OLP vis-à-vis du Front National Palestinien dont j'ai parlé plus haut.

Le FNP, bien qu'unitaire, est assez largement dominé par la gauche, notamment le Parti Communiste. Il affirme sa filiation à l'OLP et la reconnaît comme *«seul représentant légitime du peuple palestinien»*.

Mais le FNP se pense comme l'organe le plus représentatif des Palestiniens vivant dans les territoires occupés et considère dès lors que ses rapports avec l'OLP ne doivent pas être à sens unique, en ce sens que les orientations générales de l'OLP doivent tenir compte des positions du FNP (sur l'équilibre entre la lutte armée et la lutte populaire, sur la représentation des personnalités de Cisjordanie et de Gaza dans les instances dirigeantes de l'OLP...).

La direction de l'OLP refuse de laisser cette autonomie au FNP : *«En 1975 le Conseil Central Palestinien (un*

organe politique intermédiaire entre le Comité exécutif de l'OLP et le CNP) demande que le FNP se contente de publier les déclarations de l'OLP. Et le Comité exécutif de l'OLP demande que la littérature du FNP soit élaborée à l'extérieur des territoires occupés et que le FNP soit responsable de sa seule diffusion en Cisjordanie et à Gaza» 19.

Les différends entre les organisations membres de l'OLP et l'intransigeance de la direction Arafat vis-à-vis de ce qu'elle considère comme une tentative d'élaborer une direction alternative à celle de l'OLP vont renforcer la factionnalisme au sein du FNP et progressivement mener à sa chute, chacun se rejetant mutuellement la responsabilité de cet échec.

Le Comité d'Orientation Nationale, fondé en 1978 par d'anciens dirigeants du FNP et d'autres personnalités de l'intérieur (maires, dirigeants d'associations...) constitue un autre exemple de tentative d'une partie des nouvelles élites de Cisjordanie et de Gaza de se doter de leurs propres instances de direction tout en continuant de reconnaître l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien. Si au début le Fatah participe aux instances de ce Comité, très rapidement la situation change et de nouveau la direction de l'OLP va tout faire pour réduire l'influence de cette structure auprès de la population des territoires occupés.

Pour ce faire, *«Fatah décide alors de s'attaquer à l'autorité du Comité d'Orientation en jouant de son contrôle de l'OLP et de sa nouvelle alliance avec la Jordanie dans le cadre du Comité Conjoint Jordano-palestinien (...), destiné à financer la résistance à Camp David.*

Le Comité Conjoint décide ainsi, en février 1980 de contourner les municipalités contrôlées par les personnalités du Comité d'Orientation et jusque-là seules habilitées à recevoir les fonds, en distribuant lui-même directement les aides aux institutions de son choix. La Jordanie, de son côté, s'attache également à réduire les prérogatives des maires en rouvrant, par exemple, un bureau jordanien des passeports en - Cisjordanie (documents jusque-là délivrés par les municipalités)» 20.

La direction Arafat profite de son monopole dans la gestion des immenses ressources financières de l'OLP pour concurrencer le PC sur le terrain associatif.

Le large réseau d'associations évoqué plus haut est en effet largement dominé par le PC, même si ce dernier ne souhaite pas leur donner un caractère exclusivement factionnel.

Le Fatah va développer son propre réseau au début des années 80, renforçant dès lors le factionnalisme dans le domaine associatif : chaque faction va alors créer ses propres structures.

Par exemple, au milieu des années 80, on trouve quatre associations de femmes : Comités des Femmes au Travail affiliés au Parti Communiste, Comités des Femmes Palestiniennes affiliés au Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), Comités du Travail Féminin affiliés au FDLP et Comités des Femmes pour le Travail Social affiliés au Fatah. Il en va de même dans le domaine de la Santé, sur le terrain syndical ou encore dans le domaine agricole.

Dans les universités, chaque faction constitue son propre bloc pour les élections aux conseils universitaires, même si parfois des alliances ponctuelles sont passées entre les différentes factions de l'OLP pour défaire les organisations islamiques

La création du mouvement de jeunesse du Fatah, Shabiba, en 1982, est un exemple de la politique de concurrence exacerbée entre les différents courants de l'OLP et de la politique spécifique du Fatah de «prise en main» des nouvelles élites politiques de Gaza et de Cisjordanie.

Avec la création de ce mouvement de jeunesse qui utilise largement les ressources financières de l'OLP, ressources qui lui permettent d'être un véritable prestataire de services pour les étudiants, le Fatah va considérablement élargir son audience et sa popularité auprès de jeunes qui deviendront les forces vives du mouvement national à l'intérieur des territoires occupés.

Les autres forces politiques ne peuvent se prévaloir de telles ressources financières, ni de la légitimité des dirigeants «historiques» de l'OLP (principalement Arafat et Abu Jihad, chargé des relations avec la Cisjordanie et Gaza) et vont progressivement perdre du terrain face à la machine Fatah.

De la sorte, la direction «de l'extérieur» se prémunit de la concurrence des forces politiques «de l'intérieur» et construit un réseau de dirigeants locaux qui sont largement dépendants, tant sur le plan matériel que sur le plan symbolique, des cadres de Tunis. Il s'agit en effet, tout en assurant la domination du Fatah sur les autres forces de l'OLP, de se prémunir dans le même mouvement de l'émergence d'une direction Fatah de l'intérieur qui pourrait revendiquer son autonomie vis-à-vis des dirigeants de l'extérieur.

La direction Fatah de l'OLP ne favorise pas l'émergence de véritables dirigeants politiques pouvant s'émanciper de leurs tuteurs, mais s'attelle à créer un réseau de «cadres intermédiaires», un «middle command» selon les termes d'Hillel Frisch 21, constitué «[d'hommes] qui savaient agir mais pas s'exprimer, suivre mais pas commander et respecter les règles fondamentales de base dans la relation entre l'OLP et les territoires» 22.

5) Les élites palestiniennes à la veille de l'Intifada

Au cours des vingt premières années de l'occupation israélienne, la structure des élites palestiniennes dans les territoires occupés s'est considérablement modifiée, que ce soit du point de vue de leur composition que dans le rapport de forces entre les différents groupes.

a) Les élites traditionnelles, pro-jordaniennes, représentent toujours une force sociale conséquente en Palestine même si leur pouvoir s'est progressivement érodé devant la montée des forces nationalistes. Leurs liens avec Amman sont toujours très forts, qui tente de s'assurer de la continuité de leur allégeance en leur prodiguant un soutien économique et politique.

Malgré les événements de septembre 1970, malgré l'ascension de l'OLP, malgré l'intégration économique des territoires palestiniens à Israël, la Jordanie continue d'être un acteur à part entière dans le combat pour le

leadership politique sur les Palestiniens «de l'intérieur» et entretient en conséquence son réseau de notables. Représentants officiels ou officieux du gouvernement jordanien, exerçant des responsabilités dans le domaine administratif (délivrance de divers documents officiels), intermédiaires commodes pour obtenir des postes dans cette administration ou des bourses pour étudier à l'Université d'Amman, les notables pro-jordaniens usent de leurs rapports privilégiés avec le Royaume hachémite pour maintenir leur statut dans la société palestinienne. Ils ont une force *«[qui n'est] pas basée sur un large soutien populaire mais sur leur rôle de médiateurs entre Amman et la population des territoires Occupés»* 23.

Leur force réside également dans leur capacité à gérer les conflits internes à la société palestinienne qui, en l'absence de structures judiciaires autonomes, se règlent dans la plupart des cas par le recours à la loi coutumière et donc aux structures claniques.

b) Les élites nationalistes se sont largement développées et affirmées durant les années 70 et 80. Si elles sont la force sociale qui a le plus grand soutien dans les territoires palestiniens à la veille de l'Intifada et qu'elles affirment toutes leur reconnaissance de l'OLP comme *«seul représentant légitime du peuple palestinien»*, il ne faut pas les considérer pour autant comme un groupe homogène. Je reprendrai ici la division de ce groupe en trois sous-ensembles, opérée par Ali Jarbawi 24 : le leadership organisationnel, les personnalités publiques, les indépendants.

• **Le leadership organisationnel se compose des dirigeants des diverses factions politiques de l'OLP et des différentes associations** (syndicats, associations de femmes, d'étudiants, d'agriculteurs, associations professionnelles...).

Les leaders organisationnels sont des personnes reconnues comme d'authentiques militants anti-occupation, issus de cette «nouvelle élite» qui s'est constituée au cours des années 70 et 80, ils ont souvent connu la prison, ils sont présents dans l'ensemble des villes, villages et camps de réfugiés des territoires occupés et sont en contact permanent avec les directions de l'extérieur.

S'ils entrent parfois en conflit avec ces dernières, ils adoptent, en dernière instance, les vues qu'elles expriment. Malgré tout, ils souffrent d'un déficit de légitimité à l'échelle «nationale», en raison de la répression des forces d'occupation qui les oblige à agir dans la clandestinité et de la monopolisation de la représentation par la direction de l'OLP à Tunis et par quelques «personnalités publiques» à l'intérieur des territoires occupés.

• **Les personnalités publiques sont de deux types** : notables et chefs de grandes familles qui ont décidé de soutenir l'OLP, membres d'associations professionnelles, journalistes ou universitaires nationalistes, choisis par l'OLP pour la représenter «publiquement» dans les territoires.

Ce groupe n'est pas homogène et doit être pensé comme un ensemble d'individus indépendants les uns des autres. Ils n'ont pas, au contraire du précédent, de passé ou de présent *«organisationnel»*, ce qui présente au moins deux avantages : vis-à-vis de la direction de l'OLP, ils ne sont pas une «menace» car ils tirent leur seule légitimité du soutien que Tunis leur manifeste ; vis-à-vis d'Israël et des pays occidentaux ils apparaissent comme des personnalités «pragmatiques», «modérées», qui ont fait le choix de la discussion (dans un anglais qu'ils maîtrisent en général parfaitement) et de la négociation. *«Il est essentiel de noter que si ces personnalités sont devenues populaires en-dehors des territoires occupés, particulièrement en Israël et en Occident, elles n'ont pas bénéficié en général d'un large soutien à l'intérieur»* 25.

• **À l'instar du groupe précédent, le groupe des indépendants ne doit pas être pensé comme un groupe homogène.** Les indépendants sont des intellectuels, des élus, des notables locaux qui ont rompu avec la Jordanie, des figures qui toutes, de longue date, participent à la lutte contre l'occupation israélienne, participation de laquelle ils tirent leur légitimité.

Si certains sont des «anciens» de telle ou telle faction de l'OLP, ils ont comme caractéristique commune de ne pas être membre d'une organisation politique et ne pas dépendre, en conséquence, des décisions prises par les directions «de l'extérieur».

Ils reconnaissent la légitimité de l'OLP, entretiennent des rapports parfois conflictuels avec sa direction mais dans la mesure où ils ne sont pas impliqués dans les querelles entre factions, *«ils insistent sur l'unité dans les périodes de crise, et leur contribution la plus significative au mouvement national réside dans leur capacité à réduire les tensions internes»* 26.

c) Ce panorama des élites palestiniennes ne serait pas complet sans mentionner l'ascension de l'intégrisme islamique dans les territoires occupés.

C'est au cours des années 70 que ce courant va se développer en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Monopolisé par les Frères Musulmans égyptiens et les diverses structures qui en sont issues, l'intégrisme islamique palestinien adopte, jusqu'au milieu des années 80, une stratégie d'islamisation «par en bas» de la société palestinienne, pensée comme un préalable à la lutte contre l'occupation israélienne.

Les intégristes se situent délibérément en-dehors de l'OLP et plus généralement du champ du nationalisme palestinien, privilégiant une politique de développement d'associations caritatives et d'associations étudiantes dont les objectifs affichés ne sont pas la lutte contre Israël mais la «réislamisation» de la société, qui passe entre autres par une dénonciation de l'athéisme des factions de la gauche de l'OLP, principalement du Parti Communiste.

La révolution iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan vont renforcer le poids des intégristes et leur hostilité aux forces de gauche.

Leur politique va rencontrer un écho important dans la bande de Gaza avec notamment le réseau d'associations connu sous le nom de Rassemblement Islamique, dont le leader charismatique est **Cheikh Ahmad Yassin**. Les Frères Musulmans vont asseoir leur contrôle sur les mosquées de la Bande et sur l'Université islamique de Gaza.

En Cisjordanie, leur écho est moindre et leur structuration beaucoup plus faible. Les affrontements avec la gauche sont parfois violents, notamment dans les universités (comme en 1981 à Naplouse 27) et avec certaines associations comme le Croissant Rouge à Gaza.

Leur attitude vis-à-vis du Fatah est plus ambivalente, avec parfois des confrontations dans les universités mais aussi un soutien affiché à Yasser Arafat lors de la mutinerie de 1983 28.

Ce n'est qu'au cours des années 80, avec l'apparition du **Jihad Islamique**, créé par d'anciens membres des **Frères Musulmans**, que certains fondamentalistes vont faire de la lutte, y compris armée, contre l'occupation israélienne, un élément concomitant de l'islamisation de la société palestinienne. À partir de 1984-1985, des commandos se revendiquant du Jihad Islamique vont multiplier les opérations armées contre les forces israéliennes.

Jean-François Legrain considère «*le Jihad [islamique] comme catalyseur de la réconciliation entre l'islam et le patriotisme*» 29.

Il est également le révélateur d'une évolution dans le leadership des organisations intégristes. Le leadership traditionnel est issu de milieux sociaux assez aisés et peu enclins à la lutte armée (intellectuels, médecins, marchands) mais, au cours des années 70 et 80, l'élargissement de la base des courants intégristes a entraîné l'apparition d'un nouveau type de leaders «intermédiaires», plus jeunes et plus radicaux, qui ont grandi sous l'occupation israélienne et ont été touchés par la vague de politisation et de radicalisation des universités palestiniennes.

Rejoignent ces nouveaux acteurs du mouvement nationaliste palestinien certains militants ou anciens responsables du Fatah ou d'autres organisations palestiniennes, séduits par l'idée d'un courant politique mêlant références à l'Islam comme fondement des relations sociales et lutte armée contre les troupes d'occupation. À la veille de l'Intifada, les forces intégristes sont donc non seulement en plein développement mais aussi, pour une partie d'entre elles, en pleine réorientation stratégique.

Palestine - 04-05-2008

Source : <http://juliensalingue.over-blog.com/>

5-3 Gadi Algazi : La Cisjordanie, nouveau « Far Est » du capitalisme israélien

Analyse intéressante sur l'entreprise colonialiste sioniste qui transforme les gens ordinaires mais souvent pauvres en colons malgré eux. Les ultra-orthodoxes servant eux carrément de chair à canon, c'est ce qui est dit à la fin de l'article... où l'on notera aussi qu'un des millionnaires qui financent et s'enrichit avec la colonisation fait partie de la secte Loubavitch...

40 000 logements en Cisjordanie pour un coût de 4,3 milliards de dollars

Alliance entre l'Etat, les promoteurs immobiliers et les colons extrémistes : Modi'in Illit est une colonie juive importante en Cisjordanie, qui occupe les terres de cinq villages palestiniens : Ni'lin, Kharbata, Saffa, Bil'in et Dir Qadis. C'est l'implantation qui se développe le plus vite ; elle devrait même se voir bientôt accorder le statut de ville : le ministère israélien du Logement prévoit qu'elle passera de 30 000 habitants à 150 000 en 2020. Elle fait partie de ces « blocs de colonies » que les gouvernements israéliens successifs ont étendu et entendent annexer. Elle illustre aussi le lien entre le mur de séparation et l'extension des colonies : le développement de Modi'in Illit a entraîné la ruine des agriculteurs palestiniens de Bil'in, un petit village de 1 700 habitants, que la construction du mur a dépouillé de la moitié des terres qui leur restaient : environ 2 000 dounams (1).

Depuis février 2005, les habitants de Bil'in sont engagés dans une lutte non violente contre le mur. Aux côtés de militants israéliens pour la paix et de volontaires internationaux, ils manifestent tous les vendredis, main dans la main, face aux bulldozers et aux soldats. Leur mobilisation converge avec celle d'autres villages palestiniens qui mènent, depuis quatre ans, une difficile campagne de résistance. Ces actions, dont on ne sait quasiment rien hors de Palestine, souvent coordonnées par des comités populaires contre le mur, ont obtenu des résultats modestes, mais appréciables : elle ont permis de stopper ou de ralentir la construction des clôtures qui privent les habitants de leurs terres et les condamnent à vivre dans des enclaves. A Budrus et à Deir Ballut, les comités sont même parvenus à en faire dévier le tracé, et à récupérer ainsi une partie des vignes, des champs et des sources d'approvisionnement en eau confisqués.

Ces modestes acquis prennent tout leur sens quand on songe à la supériorité militaire incontestée d'Israël. Grâce à sa force militaire comme au soutien des Etats-Unis, et récoltant les fruits du plan de désengagement de M. Ariel Sharon, l'Etat hébreu gagne du terrain face à des Palestiniens chaque jour plus isolés et diabolisés. A l'étranger, on accepte de plus en plus, même si c'est parfois à contrecœur, la politique unilatérale d'Israël.

L'importance de cette « Intifada du mur » tient surtout à son influence à long terme. Les expériences de protestation de masse non violentes, fragiles et à petite échelle, qui avaient joué un rôle marginal au début de la seconde Intifada, semblent s'enraciner et commencer à porter des fruits. A mesure que les chances d'une paix juste en Palestine s'amenuisent et que les Palestiniens de Cisjordanie s'habituent à vivre dans des enclaves (2) entre barrières et murs, les manifestations pacifiques fraient de nouvelles voies pour l'avenir. Et elles sèment, de part et d'autre, les graines de futurs combats communs.

Misère sociale et profits rapides

Au total, 200 personnes ont été blessées à Bil'in lors de la dispersion violente de manifestations, et de nombreuses autres ont été arrêtées sous divers prétextes. L'armée israélienne, les gardes-frontières, la police ainsi que des sociétés privées de sécurité ont été mobilisés contre des manifestants aux mains nues. Matraques, bombes lacrymogènes, balles en caoutchouc et tirs à balles réelles firent de nombreuses victimes (3). Du côté israélien, on admet que des agents provocateurs, issus de forces spéciales (appartenant à l'unité Massada), se

sont infiltrés, se faisant passer pour des Arabes, dans ces manifestations pacifiques afin d'inciter leurs participants à recourir à la force (4). Seule la détermination des membres du comité populaire a empêché que ces provocations ne conduisent à une escalade incontrôlable. En réalité, le mur a besoin d'une protection renforcée - contre l'opposition pacifique des villageois palestiniens et de leurs alliés. Car il est là pour permettre un grand projet colonial : Modi'in Illit.

On évoque souvent l'occupation israélienne dans des termes empruntés aux conflits interétatiques (et la création de l'Autorité palestinienne n'a fait que renforcer cette tendance). Pourtant, il s'agit, au fond, d'un conflit colonial. Les gestes symboliques, les initiatives diplomatiques et les déclarations publiques s'évanouissent sur le terrain devant les faits bruts : puits et oliveraies, bâtiments et routes, émigration et implantation. C'est le paysage même qui se trouve radicalement bouleversé, et non les seules frontières politiques. Le contrôle militaire exercé par Israël depuis 1967 a créé un cadre favorable au renforcement de ce mécanisme colonial. Implantations, clôtures et routes en sont les signes les plus flagrants - les colonies constituant l'obstacle le plus sérieux à la création d'un Etat palestinien viable, véritablement indépendant. De 1967 à 2006, on estime que l'Etat hébreu a fait construire environ 40 000 logements en Cisjordanie pour un coût de 4,3 milliards de dollars. Et, en janvier, le nombre de colons implantés dans les territoires occupés - hors Jérusalem -, dont le Golan, dépassait les 250 000 (5). Généralement condamnées, les colonies israéliennes dans les territoires occupés sont rarement étudiées. Pour savoir à qui profite le projet colonial et pourquoi les gens ordinaires s'y rallient, il faudrait pourtant regarder de plus près leur composition et leur économie. Modi'in Illit est un cas révélateur à plusieurs égards. C'est d'abord une entreprise menée, non par des colons messianiques et leurs représentants politiques, mais par une alliance hétérogène entre promoteurs immobiliers intéressés par les terrains, investisseurs capitalistes à l'affût de profits et politiciens favorables à la colonisation. C'est l'une des rares implantations qui a continué de s'étendre pendant la seconde Intifada. Elle n'abrite pas des nationalistes purs et durs, mais essentiellement des familles nombreuses ultraorthodoxes, qui, peu concernées par le sionisme politique et même par Israël, recherchent avant tout de meilleures conditions de vie. Y convergent misère sociale, profits rapides et dépossession impitoyable. Modi'in Illit, qui s'appelait à l'origine Kiryat Sefer, ne doit pas sa création (1996), comme la plupart des colonies, à une alliance entre autorités gouvernementales, organisations sionistes et mouvements de colons extrémistes : l'initiative vint d'entrepreneurs privés, après les accords d'Oslo de 1993 et à un moment où la privatisation de l'économie s'intensifiait en Israël. C'est l'exemple type d'un nouveau style d'implantation coloniale, dirigée par des capitaux privés et soutenue par l'Etat. Le conseil local a accordé - indiquent les rapports de la Cour des comptes - un traitement de faveur aux promoteurs immobiliers : avantages spéciaux, dispenses en matière de réglementations de la construction, réductions d'impôts, etc. Des milliers de logements ont été bâtis en violation manifeste de la loi, avec l'approbation post facto du conseil local, qui a blanchi ces constructions illégales en réajustant rétroactivement le plan d'urbanisme (6). Dans le « Far Est » israélien, l'urgence politique de la colonisation va de pair avec des profits rapides pour les investisseurs.

Selon une enquête menée en 1998, l'ensemble du domaine de Brachfeld, par exemple, sur les terres de Bil'in, a été érigé sans permis de construire - et pourtant aucune maison n'a été démolie ensuite. Une grande partie des eaux usées se déverse dans la rivière Modi'in, polluant les ressources aquifères locales. Cela ne résulte pas de la corruption ou d'une mauvaise gestion, mais d'une dimension structurelle de la frontière coloniale : l'implantation non réglementée offre la possibilité de vastes profits aux dépens de l'environnement.

Les habitants palestiniens de Bil'in font face à une puissante alliance entre intérêts politiques et économiques. Deux quartiers doivent être construits sur les terres qui leur ont été confisquées. L'un d'eux, Green Park, a été confié à Dania Cebus, une filiale de l'Africa Israel Group, propriété d'un des hommes d'affaires les plus influents d'Israël, M. Lev Leviev (7) : ce projet colossal de 230 millions de dollars prévoit la construction de 5 800 appartements. Or les bénéfices d'exploitation réalisés par l'Africa Israel ont enregistré une hausse de 129 % au cours des trois premiers trimestres de 2005 (8). D'autres grandes entreprises du bâtiment ont rejoint M. Leviev. Autant d'investissements qui dépendent du tracé du mur, censé couper les villageois de Bil'in de leurs terres et assurer la « sécurité » des nouveaux quartiers. Comme dans de nombreuses autres colonies installées entre la « ligne verte » (la frontière israélienne d'avant 1967) et la « clôture de sécurité », cette implantation complète le processus d'annexion et valorise les investissements immobiliers.

Le Custodian of Absentee Property (Conservateur des biens des absents) et le Land Redemption Fund (Fonds de rachat des terres) se prétendent les propriétaires légaux des terres sur lesquelles se construit l'un de ces quartiers. Organisme gouvernemental chargé de gérer les « terres des absents », le Custodian sert en réalité à accaparer les terres palestiniennes appartenant à des réfugiés en Israël et, plus récemment, dans les territoires occupés. Des organisations israéliennes de défense des droits humains ont découvert qu'il sert de prête-nom au fonds des colons lors de « transactions tournantes ». Quant au Land Redemption Fund, créé il y a une vingtaine d'années, il se spécialise dans le rachat de terres dans des zones d'extension de colonies. Au nombre de ses fondateurs figure M. Era Rapaport, l'un des organisateurs du réseau terroriste opérant dans les territoires occupés au début des années 1980 - il a passé plusieurs années en prison pour la tentative d'assassinat dans laquelle le maire de Naplouse, M. Bassam Chakaa, perdit ses deux jambes (9).

Deux journalistes israéliens ont enquêté minutieusement sur les méthodes d'acquisition de ce fonds, dont « le réseau de renseignement se compose d'anciens collaborateurs [palestiniens] qui sont retournés dans leur village après avoir été grillés, d'agents israéliens des services de sécurité générale à la retraite, qui fournissent des renseignements moyennant rétribution (...) et d'anciens gouverneurs militaires [qui utilisent leurs connexions dans les villages] ». Des hommes de paille arabes servent d'intermédiaires : ils se font passer pour des acheteurs, alors

que les terres sont acquises grâce à « des fonds provenant de millionnaires juifs de droite comme Lev Leviev et le magnat suisse Nissan Khakshouri (10) ».

Attirer des colons « non idéologiques »

Des méthodes semblables ont été employées pour confisquer les terres de Bil'in (11). Ainsi, le plan colonial mêle inextricablement économie et politique. Parmi les donateurs du Fonds, on retrouve les capitalistes qui se chargent de la construction et de la promotion immobilière dans d'autres colonies. Ceux-ci versent des sommes considérables aux colons extrémistes, par conviction politique mais aussi dans l'attente de gros profits.

Les secteurs où le Fonds choisit de se concentrer ont également leur importance : son projet principal est de « brouiller la "ligne verte" en reliant les implantations [en Cisjordanie] aux communautés à l'intérieur de la ligne et en étendant ces communautés en direction des territoires [occupés] » afin d'« établir des faits sur le terrain (12) ». Cela s'inscrit dans une opération plus vaste encore, conçue originellement par M. Sharon, qui est en cours depuis les années 1980 pour dissoudre la « ligne verte » en créant des implantations destinées à des colons « non idéologiques » à proximité des centres économiques d'Israël. Bloqué par la seconde Intifada, ce projet a repris progressivement en 2003, avec l'achèvement de certaines parties du mur, qui a conduit à l'annexion de facto de zones se trouvant entre la clôture et Israël. En faisant disparaître des communautés derrière le mur, on peut promettre aux investisseurs comme aux colons un niveau de vie plus élevé dans un espace sécurisé. Le nettoyage ethnique n'est pas nécessairement spectaculaire...

Les colonies israéliennes adjacentes au mur de séparation revêtent une importance stratégique. Elles complètent le système de clôtures et de barrières prévu par Israël pour annexer certaines parties de la Cisjordanie. Mais elles constituent également le lieu stratégique où prend forme une puissante alliance politique et économique entre capitaux, groupes de colons hétérogènes et hommes politiques au pouvoir.

La « coalition du mur » qui dirige actuellement Israël ne date pas des dernières élections. Rassemblée autour de l'héritage de M. Sharon, elle regroupe les adeptes de l'annexion progressive (« Israël doit garder les blocs de colonies ») et ceux d'une expansion coloniale « raisonnable » (qui n'ont pas de mal à faire bonne figure à côté des « méchants » colons idéologiques désinhibés). Placée sous le double drapeau de la séparation ethnique et de la privatisation de l'économie, cette alliance ne promet pas la paix aux Israéliens, mais une pacification unilatérale liée à une annexion partielle qui démembrera la Cisjordanie et en divisera le reste en trois enclaves clôturées.

Si cette alliance s'est formée récemment dans l'arène politique (ses partisans n'appartiennent pas seulement à Kadima, le parti de MM. Sharon et d'Ehoud Olmert), elle a construit ses fondements économiques et sociaux bien avant sur les collines de Cisjordanie. Elle regroupe les colons, les organismes d'Etat qui financent les clôtures, des sociétés immobilières et des entreprises high-tech - la vieille économie et la nouvelle. Les implantations actuellement bâties ou étendues à l'ombre du mur en sont l'expression.

C'est précisément parce qu'elles ne reposent pas seulement sur la ferveur messianique de colons fanatiques, mais répondent aussi à des besoins sociaux - qualité de vie pour la bourgeoisie, emplois et logements subventionnés pour les défavorisés - que ces implantations élargissent la base sociale du mouvement de colonisation et y rallient d'autres intérêts : véritables profiteurs du mur, entrepreneurs, capitalistes et colons des classes supérieures à la recherche d'une meilleure qualité de vie dans de nouveaux ghettos dorés, loin des pauvres, et protégés des Palestiniens (13).

Les colonies juives n'ont cessé de grossir durant les années qui ont suivi les accords d'Oslo : le nombre de leurs habitants a plus que doublé entre 1993 et 2000. Mais, à y regarder de plus près, cette croissance a eu pour principal théâtre quelques implantations importantes où vivent des colons « non idéologiques » : immigrés de Russie et d'Ethiopie installés là par les autorités, habitants de banlieues pauvres aspirant à vivre mieux et familles nombreuses ultraorthodoxes à la recherche de logements subventionnés. Ces gens n'ont rallié le projet colonial qu'à la fin des années 1990, à contrecœur, poussés par les privatisations et le démantèlement rapide de l'Etat-providence en Israël. Modi'in Illit et Betar Illit comprennent à elles seules plus du quart des colons de Cisjordanie, essentiellement des juifs ultraorthodoxes. Alors que les autres colonies disposent d'un statut socio-économique supérieur à la moyenne israélienne, ces deux-là sont les plus pauvres communautés juives (14).

Comme un spécialiste l'expliquait à un journaliste en septembre 2003, c'est la crise du logement en Israël qui a incité ces familles à venir s'installer là : « Leur situation était si désespérée qu'elles étaient prêtes à aller n'importe où. » Et le porte-parole du conseil des colons de Modi'in Illit de confier : « Même si elles ne sont pas venues ici pour des raisons idéologiques, elles ne renonceront pas à leur maison si facilement (15). » Voilà comment on transforme des gens en colons malgré eux. Le maire de Betar Illit a avoué au même journaliste qu'on envoyait les ultraorthodoxes dans les territoires occupés contre leur volonté pour en faire de la « chair à canon ». Maintenant que le mur approche, les colons de Modi'in Illit et de Betar Illit pourraient placer leurs espoirs en lui - ils en attendent la sécurité et s'identifient du coup à l'entreprise de dépossession des Palestiniens.

Mais, si l'extension des colonies se nourrit de l'érosion des droits sociaux en Israël, les conflits sociaux dans l'Etat hébreu ont des conséquences directes sur l'avenir de l'occupation car ils mettent en évidence le lien sous-jacent entre la lutte anticoloniale - contre le vol des terres palestiniennes et l'implantation de nouvelles colonies - et la lutte pour la justice sociale au sein même des frontières d'Israël.

Gadi Algazi

Professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv et cofondateur de l'association judéo-arabe [Taayoush](#) (Vivre ensemble).

Notes

(1) Un dounam égale un dixième d'hectare, soit 1 000 mètres carrés.

- (2) Amira Hass, « Israeli restrictions create isolated enclaves in West Bank », et « Four types of enclaves in the West Bank », Haaretz, Tel-Aviv, 24 mars 2006.
- (3) Meron Rapoport, « Symbol of struggle », 10 septembre 2005., Haaretz
- (4) Meron Rapoport, « Bil'in residents : undercover troops provoked stone-throwing », Haaretz, 14 octobre 2005 ; David Ratner, « Bil'in protesters say bean bags are latest riot-control weapon », Haaretz, 21 octobre 2005.
- (5) Haaretz, 8 janvier 2006.
- (6) Cf. « Israel's State comptroller's report », no 51 A (2000), Israel Government Printing Office, Jérusalem, p. 201-218.
- (7) M. Leviev a bâti sa fortune sur l'exploitation des diamants d'Afrique du Sud et en utilisant son appartenance à la secte ultraorthodoxe des Loubavitch. Sa compagnie se vante d'avoir été « pionnière dans l'établissement de ghettos dorés » en Israël. Elle gère par ailleurs des centres commerciaux et s'apprête à réaliser la première prison privée en Israël. Cf. Aryeh Dayan, « Leviev promises to treat his prisoners nicely », Haaretz, 28 novembre 2005.
- (8) Données récentes : <http://maariv.bizportal.co.il>
- (9) Shalom Yerushalmi, « Every prime minister who gave away Eretz Israel was hurt » (interview d'Era Rapoport), Maariv, Tel-Aviv, 5 avril 2002.
- (10) Shosh Mula et Ofer Petersburg, « The Settler National Fund », Yedioth Aharonoth, Tel-Aviv, 27 janvier 2005 (traduction anglaise : <http://www.peacenow.org/hot.asp?cid=247>).
- (11) Akiva Eldar, « Documents reveal West Bank settlement Modi'in Illit built illegally », Haaretz, 3 janvier 2006 ; et « State mulls criminal probe into illegal settlement construction », Haaretz, 8 janvier 2006.
- (12) Shosh Mula et Ofer Petersburg, op. cit.
- (13) Oren Yiftachel, « Settlements as reflex action », dans Rafi Segal et Eyal Weizman (sous la dir. de), "A Civilian Occupation : The Politics of Israeli Architecture", Babel, Tel-Aviv, et Verso, Londres et New York, 2003, p. 32-38.
- (14) The Israel Central Bureau of Statistics, « Characterizing local councils and ranking them according to the socio-economic position of their population », février 2004. Les Arabes d'Israël sont les plus pauvres des citoyens. Et, parmi les dix communautés les plus pauvres du pays, figurent huit villages bédouins et deux communautés juives : Modi'in Illit et Betar Illit.
- (15) Tamar Rotem, « The price is right », Haaretz, 26 septembre 2003.

Sources [CCIPPP](#)

Le Monde diplomatique.

Article reçu de Nadine Ghys

4 mai 2008

5-4 Analyse du CPI : Les déclarations de Rice indiquent l'échec des négociations et que le rôle américain est sécuritaire.

Le Hamas a considéré que les déclarations de la ministre américaine des affaires étrangères, Condoleezza Rice lors de sa récente visite à Ramallah, n'ont rien ajouté au moment où le compromis prétendu de paix est complètement paralysé, tout en soulignant que Rice n'a pas répondu aux questions des journalistes concernant la continuation du colonialisme et des barrages militaires.

Dans son communiqué de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, le porte-parole du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a dit que lorsque Rice avait déclaré que le moment était venu pour créer un Etat palestinien, ce n'était qu'une tentative pour tromper une fois de plus l'opinion publique et jouer sur les sentiments, en annonçant des slogans vides, loin de la vérité sur le terrain, qui prouve que ces promesses ne sont que des mensonges.

Il a ajouté que les déclarations de Rice sont trompeuses et que les Américains continuent d'appuyer l'occupation dans ses crimes, négligeant complètement les droits du peuple palestinien.

Abou Zouhri a souligné que les déclarations de Rice prouvent que le rôle américain dans la région est uniquement sécuritaire et qu'il vise à unir les efforts des occupants israéliens avec le groupe de Ramallah pour frapper les forces de la résistance.

"Abbas n'a pas profité de la récente crise après sa visite à Washington, et au lieu de renoncer aux négociations inutiles avec l'occupation, il s'attache toujours et fortement aux illusions et mensonges de la direction américaine qui prétend qu'un Etat palestinien serait créé avant la fin de cette année", a ajouté Abou Zouhri.

Il a dit que l'appel d'Abbas à des élections anticipées n'est pas logique, car sa période de président va s'achever dans quelques mois, vers la fin de l'année 2008, et que les élections vont se dérouler habituellement dans leur délai et sans l'appel de quiconque. Il a déclaré qu'Abbas est obligé, par la loi palestinienne, de les effectuer bientôt.

Il a affirmé que le conseil législatif possède sa souveraineté légale qui n'a pas encore fini la moitié de sa période législative, et que si Abbas possède quelques remarques à ce propos, il pourra donc en discuter sur la table de dialogue lorsqu'Abbas sera libéré du veto américain.

Gaza – CPI

04-05

5-5 Analyse de Michel Bôle-Richard : 'Le Quartet accentue sa pression sur Israël

...

En raison du manque de résultats dans les négociations de paix et des accusations de "complaisance" envers Israël formulées par des organisations humanitaires internationales, le "Quartet" (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU) a décidé, vendredi 2 mai à Londres, d'accentuer la pression sur Israël. "Le Quartet souligne l'importance de créer des progrès visibles sur le terrain afin de susciter la confiance et de favoriser une atmosphère de soutien aux négociations", souligne le communiqué, qui estime qu'il y a encore "beaucoup à faire sur le terrain pour améliorer la situation et les conditions de vie des Palestiniens".

Le Quartet dénonce explicitement "la poursuite de la colonisation, et demande à Israël de la stopper, y compris la croissance naturelle, et de démanteler les implantations sauvages établies depuis mars 2001".

Il s'agit bien **d'une remontrance**, d'autant qu'Israël **soutient toujours** qu'il est possible de construire de nouvelles habitations dans les blocs de colonies qui, en principe, devraient être rattachés à l'Etat juif en cas de création de l'Etat palestinien.

Fait également inhabituel, le Quartet a exprimé "sa profonde inquiétude au sujet des victimes civiles, et notamment la mort d'une mère et de ses quatre enfants", le 28 avril à Beit Hanoun, dans la bande de Gaza, tués vraisemblablement par un missile israélien, alors que l'armée soutient que le missile a été une cause indirecte de ce carnage, puisqu'il aurait fait exploser une charge transportée par un activiste.

Se référant au blocus imposé par Israël à la bande de Gaza, le Quartet demande également "la poursuite de l'aide humanitaire d'urgence, la fourniture des services essentiels sans obstruction", et fait part de sa **"préoccupation permanente pour la fermeture des principaux points de passage**, compte tenu de l'impact que cela a sur l'économie et la vie quotidienne des Palestiniens". **Tony Blair**, émissaire du Quartet, a **qualifié la situation dans la bande de Gaza de "terrible"**.

Le Quartet a également **élevé le ton concernant l'aide à apporter à l'Autorité palestinienne**. Il a notamment demandé aux pays arabes de "remplir à la fois leurs rôles politique et financier pour soutenir le processus d'Annapolis", l'initiative de paix lancée aux Etats-Unis par George Bush le 27 novembre 2007.

Or, comme l'a indiqué la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, plusieurs Etats arabes, notamment le Qatar, le Koweït et la Libye, sont réticents à honorer leurs engagements pris lors de la conférence de Paris en décembre 2007.

Cette conférence avait **permis de dégager une promesse d'aide totale de 7,7 milliards de dollars** pour venir en aide à l'Autorité palestinienne et promouvoir une relance de l'économie.

Michel Bôle-Richard

publié dans : [ONU ISRAEL](#) par Adriana Evangelizt

5-6 Akiva Eldar : Bil'in : la Haute cour a exigé un nouveau tracé du mur, l'armée n'a toujours rien fait.

Israël est un Etat de droit, dit-on. En tout cas, pas quand il s'agit de défendre les intérêts de colonies, même s'il faut passer outre les jugements de la Haute cour de Justice

Huit mois après que la Haute cour de Justice a ordonné à l'Etat de détruire le segment de la clôture de séparation près du village palestinien de Bil'in "dans un délai raisonnable", le ministère de la défense n'a toujours rien fait. Il n'a même pas commencé à planifier un tracé alternatif, ainsi que le tribunal le lui demandait.

Ces mesures ne font pas partie du plan de travail du ministère de la défense pour l'année 2008. Un porte-parole du ministère, Shlomo Dror, a affirmé hier que cette absence découle de contraintes budgétaires et qu'il espérait que cette planification ferait partie du plan de travail de 2009 - soit un an et quart après la décision de la Cour, pour le moins.

En septembre 2007, la Haute cour avait jugé qu'un segment long de 1,7 km de la clôture près de Bil'in devait être détruit et reconstruit selon un autre tracé [1]. La Cour a également précisé dans ses attendus qu'Israël avait construit le segment en question sur une terre appartenant à des Palestiniens en évoquant de faux besoins en sécurité alors que l'objectif principal était de permettre l'expansion de la colonie voisine de Modi'in Illit. De plus, les juges avaient encore précisé que le tracé actuel était plus mauvais du point de vue topographique et qu'il mettait en danger les forces de sécurité qui patrouillaient dans cette zone.

Plus précisément encore, le jury, présidé par la présidente de la Cour suprême Dorit Beinisch, avaient jugé que le tracé actuel avait été conçu pour inclure du côté israélien le quartier en construction de Matityahou-Est [2]. En conséquence, les juges avaient ordonné que le tracé de remplacement soit conçu sans tenir compte des plans de développement de cette colonie.

En dépit de tout cela, des entrepreneurs ont récemment commencé à poser les fondations en vue de construire la partie est de ce quartier, sur une terre dont la Haute cour a jugé qu'elle devrait se situer à l'est de la clôture de sécurité.

Actuellement, le tracé de la clôture court à travers 26 hectares de terres de Bil'in. 16 autres hectares sont pris au piège entre la clôture et la ligne Verte. Ces dernières années, cette portion de la clôture est le lieu de manifestations d'habitants de Bil'in et de militants de gauche, israéliens et étrangers, qui protestent contre les difficultés qu'elle crée pour les Palestiniens. Les heurts ont été fréquents entre les manifestants et les forces de sécurité, avec parfois pour résultat des blessures des deux côtés.

L'avocat des villageois [et de Shalom Arshav, ndt], Michael Sfard, menace d'entamer une procédure judiciaire contre le ministre de la défense et l'officier chargé la Cisjordanie pour ne pas avoir agi en la matière. Dans une lettre adressée il y a quelques jours au vice-procureur général Mike Blass, Me Sfard écrit qu'il le poursuivrait pour outrage au tribunal, à moins de recevoir avant la fin de la semaine une explication pour le retard pris dans la conception d'un tracé de remplacement. Il exige également que le ministère de la défense présente dès ce mois un tracé qui respecte les critères définis par la Haute cour.

"Il est difficile de se débarrasser de l'impression ... que les défenseurs [les autorités israéliennes, A.E.] choisissent de jouer au plus fin avec le jugement de la Haute cour et de faire durer la procédure jusqu'à ce que les modifications apportées sur le terrain rendent son application impossible", écrit Sfard. Il ajoute que les habitants et les agriculteurs de Bil'in *"continuent de vivre un enfer quand ils tentent d'aller sur leurs terres, censées être, d'après le jugement du tribunal, de 'leur' côté de la clôture."*

En trois autres endroits de Cisjordanie, Israël n'a pas modifié le tracé de la clôture malgré les injonctions de la Haute cour : dans la région d'Alfei Menashe, à Tzofin (Azoun) et à Hashmonaim (Na'alim). Le ministère de justice a fait savoir que les officiels concernés par cette affaire ne pouvaient pas être joints pour commentaire en raison des vacances de Pessah (Pâque).

Akiva Eldar

Ha'aretz, 25 avril 2008

<http://www.haaretz.com/hasen/spages...>

Traduction : Gérard Eizenberg pour La Paix Maintenant